



COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 27 OCTOBRE 2020
GEMEENTERAAD VAN 27 OKTOBER 2020

REGISTRE
REGISTER

Présents	Damien De Keyser, <i>Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter</i> , Benoît Ceexhe, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> , Caroline Lhou, Alexandre Pierson, Françoise de Callatay-Heibiet, Antoine Bertland, Carine Kolchoy, Dominique Harmel, Raphael van Breugel, Helmut De Vos, <i>Échevins/Schepenen</i> , Willem Draps, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ussel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertland, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Christophe De Beukelaer, Cécile Vansel, Catherine Bruggeman, Etienne Dujardin, Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, Marie Cruysmans, Muriel Godhaud, Jonathan de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mekongo Ananga, Michel Naets, Gerarda Postelmans, Sophie Busson, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> , Florence van Lamsweerde, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i>
Excusés Verontschuldigd	Georges Dallemagne, Cathy Vaessen, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i>

PANDÉMIE DU COVID-19 - Séance virtuelle du Conseil communal du 27.10.2020 - Procédure

Suite à l'arrêté du Bourgmestre pris en date du 15 10 2020 organisant la tenue des séances virtuelles du Conseil communal dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19 et afin d'assurer la continuité du service public et la poursuite, dans la mesure du possible, de l'administration de la Commune, la réunion du Conseil communal fixée au mardi 27.10.2020 s'est déroulée de manière virtuelle via l'application ZOOM. Parallèlement à la réunion virtuelle, les conseillers communaux étaient invités à voter sur les points de l'ordre du jour via le logiciel BOS

*Cette procédure a été communiquée aux conseillers communaux par le biais de la convocation en date du lundi 19 10 2020, convocation à laquelle étaient également joints un bulletin de vote, pour pallier un éventuel problème informatique, ainsi qu'un manuel d'utilisation du vote électronique dans BOS
Dans l'intervalle, les questions relatives aux dossiers inscrits à l'ordre du jour ont pu être posées soit au Bourgmestre soit à la Secrétaire communale.
Ces questions ont pu également être abordées lors de la Commission du Conseil qui s'est tenue par vidéo-conférence via l'application ZOOM en date du lundi 26 10.2020 à 18 00*

Trente-trois conseillers communaux ont pris part à la réunion virtuelle du Conseil communal ainsi qu'à la réunion virtuelle de la Commission.

COVID-19 PANDEMIE - Virtuele zitting van de Gemeenteraad van 27.10.2020 - Proceduie

Naar aanleiding van het besluit van de Burgemeester van 15 10.2020 houdende organisatie van virtuele zittingen van de Gemeenteraad in tijden van crisis met betrekking tot COVID-19 en om de continuïteit van de openbare dienstverlening en de voortzetting, voor zover mogelijk, van de administratie van de gemeente te waarborgen, vond de vergadering van de Gemeenteraad die op dinsdag 27.10.2020 was gepland, virtueel plaats via de

ZOOM-toepassing. Parallel aan de virtuele vergadering werden de gemeenteraadsleden uitgenodigd om via de BOS-software te stemmen over de agendapunten

Deze procedure werd aan de gemeenteraadsleden meegedeeld door middel van de oproeping van maandag 19.10.2020, waaraan ook een stembiljet was bijgevoegd, om een mogelijk computerprobleem te verhelpen, evenals een gebruikershandleiding voor elektronisch stemmen in BOS

In de tussentijd konden vragen met betrekking tot de dossiers op de agenda worden gesteld aan de Burgemeester of aan de Gemeentesecretaris

Deze vragen konden ook worden besproken tijdens de Commissie van de Gemeenteraad, die via de ZOOM-app (videoconferentie) werd gehouden op maandag 26.10.2020 om 18.00

Drieendertig gemeenteraadsleden namen deel aan de virtuele vergadering van de Gemeenteraad en aan de virtuele vergadering van de Commissie

Ouverture de la séance à 20.00
Opening van de zitting om 20.00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

27.10.2020/A/0001 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 22.09.2020**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ,

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 22.09.2020

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
33 votants . 33 votes positifs

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 22.09.2020

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ;

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 22.09.2020 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
33 stemmers . 33 positieve stemmen

Service juridique - Juridische dienst

27 10 2020/A/0002 **CC - COVID-19 - Arrêté du Bourgmestre du 15.10.2020 organisant la tenue des séances virtuelles du Conseil communal dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19 - Confirmation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement ses articles 133, al 2 et 135, § 2 ;

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement son article 93 ,

Vu la circulaire ministérielle 2020/05 du 18 mars 2020 relative aux mesures organisationnelles dans le cadre de la crise sanitaire- fonctionnement des instances de décision ;

Considérant la qualification par l'Organisation Mondiale de la Santé du coronavirus Covid-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ,

Considérant que le coronavirus Covid-19 est une maladie infectieuse très contagieuse touchant généralement les poumons et les voies respiratoires ; que le coronavirus Covid-19 se transmet d'un individu à un autre par voie aérienne , que sa transmission semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Considérant que le risque de la propagation rapide de la pandémie et la nécessité de la contenir afin de préserver la santé des citoyens ainsi que la capacité d'accueil des infrastructures hospitalières requiert une intervention rapide des autorités publiques ,

Considérant que l'ensemble des autorités sont vigilantes et mettent tous les moyens en œuvre pour préserver la santé publique , qu'à cet égard la phase fédérale du plan d'urgence national a été déclenchée le 13 mars 2020 et qu'elle entraîne la prise de mesures contraignantes imposées aux différents niveaux de l'état , que des mesures urgentes pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ont, depuis cette date, été adoptées ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus Covid-19 ,

Vu les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux 2020/003 du 06 04 2020 et 2020/027 du 28.05 2020 relatifs au fonctionnement des organes communaux dans le cadre de la crise sanitaire covid-19 prévoyant la possibilité pour les autorités communales de tenir les réunions du conseil communal de manière virtuelle ;

Considérant que les séances du conseil communal des 31 mars, 23 avril et 26 mai 2020 se sont tenues de manière virtuelle par le biais d'une procédure écrite ;

Vu les arrêtés ministériels des 10 juillet, 24 juillet, 28 juillet, 28 août, 25 septembre 2020 et 8 octobre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ;

Vu l'arrêté du Bourgmestre du 10 septembre 2020 limitant le public à 21 personnes maximum lors des séances du Conseil communal en vue de respecter les distanciations dans le cadre de la crise du Covid 19 ,

Considérant la concertation en Comité de concertation du 6 octobre 2020 ,

Considérant que la moyenne journalière des nouvelles infections au coronavirus Covid-19 augmente de jour en jour de manière inquiétante , que la hausse des contaminations touche particulièrement le territoire de Bruxelles-Capitale ,

Considérant que la situation épidémiologique actuelle nécessite toujours de limiter les contacts sociaux de façon drastique ,

Considérant que cette situation nécessite également toujours de limiter le nombre maximal de personnes autorisées à participer à certains rassemblements ,

Considérant le principe de précaution qui implique que lorsqu'un risque grave et potentiel

ayant un certain degré de probabilité a été détecté, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures de protection urgentes et provisoires au niveau le plus approprié pour ce faire ,

Considérant que les séances du conseil communal se tiennent en un lieu fermé propice à la transmission du coronavirus ,

Considérant qu'il convient d'éviter les grands rassemblements en ce compris le rassemblement des conseillers communaux dans un même lieu afin d'éviter non seulement une propagation du virus mais aussi l'imposition à tous les conseillers communaux d'une quarantaine en cas de contamination de l'un de ceux-ci ,

Considérant que dans ces circonstances exceptionnelles et afin d'assurer la continuité des services public et l'exercice des missions indispensables des communes, il convient d'éviter la tenue des séances du conseil communal en présence physique ,

Considérant qu'en Corees élargi/cellule de crise provinciale réuni en date du 7 octobre 2020, le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a annoncé qu'un arrêté des pouvoirs spéciaux relatif au fonctionnement des organes communaux allait être prochainement arrêté , que la possibilité de tenir des séances du conseil communal de manière virtuelle devrait être prévue ,

Considérant que dans l'attente d'un tel arrêté et au vu du délai de convocation incompressible à une séance du conseil communal, il convient au Bourgmestre d'adopter des mesures urgentes afin d'organiser le fonctionnement du conseil communal en tant de crise ;

Considérant qu'il convient d'organiser les séances du conseil communal de manière virtuelle par vidéoconférence ;

CONFIRME .

L'arrêté du Bourgmestre du 15 octobre 2020 qui prévoit que les séances du conseil communal se tiendront de manière virtuelle, c'est-à-dire par vidéoconférence et ce jusqu'à nouvel ordre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
33 votants . 33 votes positifs

GR - COVID-19 - Besluit van de Burgemeester van 15.10.2020 inzake de organisatie van de virtuele vergaderingen van de Gemeenteraden in het kader van de gezondheidscrisis in verband met het COVID-19 - Bevestiging

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald op artikels 133, tweede lid, en 135, § 2 ,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald artikel 93 ,

Gelet op de ministrale omzendbrief 2020/05 van 18 maart 2020 betreffende de organisatorische maatregelen in het kader van de gezondheids crisis en de werking van de besluitvormingsorganen ;

Overwegende de kwalificatie van het coronavirus COVID-19 als pandemie door de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 ;

Overwegende dat het coronavirus Covid-19 een zeer besmettelijke infectieziekte is die over het algemeen de longen en de luchtwegen aantast , dat de overdracht van het coronavirus COVID-19 lijkt plaats te vinden via alle mogelijke vormen van emissie via de mond en de neus ;

Overwegende dat de risico van snelle verspreiding van de pandemie en de noodzaak om deze te onderdrukken teneinde de gezondheid van de burgers en de capaciteit van de ziekenhuisinfrastructuur te beschermen een snelle tussenkomst van de overheden vereist ,

Overwegende dat alle overheden waakzaam zijn en alles in het werk stellen om de volksgezondheid te beschermen; dat in dit verband de federale fase van het nationale noodplan op 13 maart 2020 werd afgekondigd en dat deze fase het nemen van dwingende maatregelen op verschillende niveaus van het land met zich meebrengt, dat er sindsdien dringende maatregelen zijn genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken ,

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coordinatie en het beheer van de crisis door het coronavirus COVID-19 ,

Gelet op de volmachtsbesluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr 2020/003 van 06.04.2020 en 2020/027 van 28 05 2020 betreffende de werking van de gemeentelijke organen in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 die voorziet in de mogelijkheid voor de gemeentelijke overheden om de vergaderingen van de gemeenteraad virtueel te houden ,

Overwegende dat de vergaderingen van de gemeenteraden van 31 maart, 23 april en 26 mei 2020 virtueel werden gehouden via een schriftelijke procedure ;

Gelet op de ministeriële besluiten van 10 juli, 24 juli, 28 juli, 28 augustus, 25 september en 8 oktober 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken ,

Gelet op het besluit van de Burgemeester van 10 september 2020 tot beperking van het publiek tot maximaal 21 personen tijdens de zittingen van de Gemeenteraad in het kader van de COVID-19-crisis om de sociale afstand te respecteeren ;

Overwegende het overleg in het Overlegcomité van 6 oktober 2020 ;

Overwegende dat het dagelijks gemiddelde van nieuwe besmettingen met het coronavirus COVID-19 van dag tot dag toeneemt op een verontrustende manier ; dat de toename van de besmettingen vooral het grondgebied van Brussel-Hoofdstad treft ;

Overwegende dat de huidige epidemiologische toestand nog steeds vereist dat het aantal sociale contacten drastisch beperkt blijft ,

Overwegende dat deze situatie ook steeds vereist dat het maximumaantal personen dat aan bepaalde bijeenkomsten mag deelnemen, wordt beperkt ,

Overwegende het voorzorgsbeginsel, dat inhoudt dat wanneer een ernstig en potentieel risico met een bepaalde mate van waarschijnlijkheid is ontdekt, de overheid dringende en voorlopige beschermingsmaatregelen op het meest geschikte niveau moet nemen ;

Overwegende dat de zittingen van de gemeenteraad worden gehouden op een gesloten plaats wat bevoordeelijker is voor de verspreiding van het coronavirus ,

Overwegende dat het raadzaam is om grote bijeenkomsten te vermijden, waaronder het samenscholen van gemeenteradsleden op dezelfde plaats, om niet alleen de verspreiding van het virus te voorkomen, maar ook het opleggen van een quarantaine aan alle gemeenteradsleden in geval van besmetting van één van hen ;

Overwegende dat, in deze uitzonderlijke omstandigheden en om de continuïteit van de openbare diensten en de uitvoering van de essentiële taken van de gemeenten te verzekeren, het raadzaam is de zittingen van de gemeenteraad niet in fysieke aanwezigheid te houden ,

Overwegende dat de minister-president van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de vergadering van de uitgebreide gewestelijke veiligheidsraad/provinciale crisiscel van 7 oktober 2020 heeft aangekondigd dat er binnenkort een volmachtsbesluit betreffende de werking van de gemeentelijke organen zal worden aangenomen , dat er moet worden voorzien in de mogelijkheid om virtuele gemeenteradszittingen te houden ;

Overwegende dat, in afwachting van een dergelijk besluit en gezien de onsaamenhangende vertraging bij het bijeenroepen van een zitting van de gemeenteraad, het raadzaam is dat de Burgemeester dringende maatregelen neemt om het functioneren van de gemeenteraad in

tijden van crisis te organiseren ,
Overwegende dat het raadzaam is om de zittingen van de gemeenteraad virtueel te organiseren door middel van videoconferentie ,
BEVESTIGT.

Het besluit van de Burgemeester van 15 oktober 2020 dat voorziet dat de zittingen van de gemeenteraad tot nader order virtueel gehouden worden, d w z per videoconferentie

De Raad keurt eenpaarig het voorstel van beraadslaging goed
33 stemmers · 33 positieve stemmen

27 10 2020/A/0003 **CC - Ordonnances de police du Bourgmestre des 30 septembre 2020 et 16 octobre 2020 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19 - Confirmation**

LE CONSEIL,

Vu l'article 135 § 2 de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ,

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie au bourgmestre cette compétence réglementaire de police, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ,

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile et notamment son article 187 ,

Considérant la qualification par l'Organisation Mondiale de la Santé du coronavirus Covid-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ,

Considérant que le coronavirus Covid-19 est une maladie infectieuse très contagieuse touchant généralement les poumons et les voies respiratoires ,

Que le coronavirus Covid-19 se transmet d'un individu à un autre par voie aérienne ; que sa transmission semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Que le risque de la propagation rapide de la pandémie et la nécessité de la contenir afin de préserver la santé des citoyens ainsi que la capacité d'accueil des infrastructures hospitalières requiert une intervention rapide des autorités publiques ,

Considérant que l'ensemble des autorités sont vigilantes et mettent tous les moyens en œuvre pour préserver la santé publique , qu'à cet égard la phase fédérale du plan d'urgence national a été déclenchée le 13 mars 2020 et qu'elle entraîne la prise de mesures contraignantes imposées aux différents niveaux de l'état , Que des mesures urgentes pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ont, depuis cette date, été adoptées ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus Covid-19 ,

Vu les arrêtés ministériels des 10 juillet, 24 juillet, 28 juillet, 28 août et 25 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ,

Vu l'Ordonnance de police rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du

territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19 adoptée par le Bourgmestre en date du 11 mai 2020 et modifiée en date des 14 mai, 28 et 31 juillet 2020 ,

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 août 2020 portant l'obligation de porter un masque à tout moment sur le domaine public et tout lieu privé mais accessible au public sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié le 28 septembre 2020 ,

Considérant que cette décision a été prise suite au dépassement du « seuil d'alarme » des contagions déterminé par les autorités sanitaires fédérales ,

Considérant que réuni ce 23 septembre 2020, le Conseil national de sécurité a adopté des mesures supplémentaires pour renforcer la stratégie de lutte contre le Coronavirus et élaborer une vision à plus long terme de gestion du risque sanitaire ,

Considérant que l'article 21 bis de l'arrêté ministériel du 30 juin 2020, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 25 septembre 2020, dispose que

"Toute personne à partir de l'âge de 12 ans est obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dans les lieux suivants :

- 1 les magasins et les centres commerciaux ,
- 2 les cinémas ;
3. les salles de spectacle, de concert ou de conférence ,
4. les auditoires ;
- 5 les lieux de culte ,
6. les musées ,
- 7 les bibliothèques ;
8. les casinos et les salles de jeux automatiques ,
- 9 les foires commerciales, en ce compris les salons ,
- 10 les rues commerçantes, les marchés, en ce compris les brocantes et les marchés aux puces, les fêtes foraines, et tout lieu privé ou public à forte fréquentation, déterminés par les autorités communales compétentes et délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l'obligation s'applique ;
11. les établissements horeca, sauf lorsque les clients sont assis à leur propre table" ,

Vu la réunion de la Cellule de crise provinciale élargie aux Bourgmestres et aux services du Collège réuni qui s'est tenue le 26 septembre 2020 en vue d'adopter sur le territoire des 19 communes des mesures complémentaires à celles de l'arrêté ministériel du 25 septembre 2020 en raison de l'augmentation du nombre de contaminations et d'hospitalisations dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il convient donc de spécifier, à l'échelle communale et compte tenu des spécificités locales, les lieux publics et privés dont la forte fréquentation nécessite le port du masque obligatoire ,

Qu'il est, dans ce cadre, raisonnable et prudent de considérer que le port obligatoire du masque dans les lieux spécifiés, au sein desquels le risque est à l'évidence plus grand d'être placé dans la difficulté de maintenir une distance d'au moins 1,5 mètre entre chaque personne, est de nature à renforcer la santé, la salubrité et la sécurité ;

Qu'une forte fréquentation de ces lieux doit raisonnablement être anticipée ,

Considérant que de manière générale, les personnes restent strictement soumises au respect des mesures de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance d'au moins 1,5 mètre entre chaque personne ;

Considérant qu'en cas d'événements graves, imprévus et qui nécessitent une réaction urgente, le bourgmestre est fondé à se substituer au conseil communal pour exercer le pouvoir réglementaire de police communale de ce dernier ,

Que, vu l'urgence et la nécessité de mettre en œuvre la présente ordonnance et d'en

informer adéquatement la population, il n'est pas possible de convoquer le conseil communal en temps utile ;

Vu la balance des intérêts en présence ;

Vu les motifs susmentionnés ;

Vu l'urgence ,

Vu l'Ordonnance de police rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19, telle qu'approuvée par le Bourgmestre en date du 30 septembre 2020,

Considérant qu'en date du 16 octobre 2020, le Collège de police de la zone de police Montgomery a décidé d'harmoniser les heures d'imposition du masque sur l'ensemble du territoire de la zone de police, à savoir sur les communes d'Etterbeek, Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre ,

Considérant qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise de mesures pour maintenir l'ordre public et maximaliser l'efficacité des mesures prises par les autorités sur l'ensemble des territoires de la zone de police Montgomery ;

Considérant que le port du masque dans les lieux visés à l'article 3 de l'ordonnance de police approuvée par le Bourgmestre en date du 30 septembre 2020, doit être rendu obligatoire du lundi au dimanche, de 7h à 19h, pour toutes personnes âgées de 12 ans et plus ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'Ordonnance de police rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19, telle qu'approuvée par le Bourgmestre en date du 30 septembre 2020, afin d'y intégrer les heures visées par cette obligation ;

Vu l'Ordonnance de police rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19, telle qu'approuvée par le Bourgmestre en date du 16 octobre 2020

DECIDE de confirmer les ordonnances de police du Bourgmestre du 30 septembre 2020 et du 16 octobre rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus COVID-19

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
33 votants · 33 votes positifs.

GR - Politieverordeningen van het Burgemeester van 30 september 2020 en 16 oktober 2020 tot verplichting van het dragen van een mondkoffer op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie - Bevestiging

DE RAAD,

Gelet op artikel 135 § 2 van de nieuwe gemeentewet die bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; en met name het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizootieën te voorkomen ;

Gelet op artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, die regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen veroorzaken voor de inwoners,

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, inzonderheid op artikel 187 ,

Overwegende de kwalificatie van het coronavirus COVID-19 als pandemie door de

Weeldegezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 ,
Overwegende dat het coronavirus Covid-19 een zeer besmettelijke infectieziekte is die over het algemeen de longen en de luchtwegen aantast ,
Dat het coronaviruus COVID-19 door de lucht wordt overgedragen van het ene individu op het andere , dat de overdracht van het coronaviruus lijkt plaats te vinden via alle mogelijke vormen van emissie via de mond en de neus ;
Dat de risico van snelle verspreiding van de pandemie en de noodzaak om deze te ondeindijken teneinde de gezondheid van de burgers en de capaciteit van de ziekenhuisinfrastructuur te beschermen een snelle tussenkomst van de overheden vereist ,
Overwegende dat alle overheden waakzaam zijn en alles in het werk stellen om de volksgezondheid te beschermen, dat in dit verband de federale fase van het nationale noodplan op 13 maart 2020 werd afgekondigd en dat deze fase het nemen van dwingende maatregelen op verschillende niveaus van het land met zich meebrengt ; Dat er sindsdien dringende maatregelen zijn genomen om de verspreiding van het coronaviruus COVID-19 te beperken ,
Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coordinatie en het beheer van de crisis door het coronavirus COVID-19 ;
Gelet op de ministeriële besluiten van 10 juli, 24 juli, 28 juli, 28 augustus en 25 september 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronaviruus COVID-19 te beperken ,
Gelet op de politieverordening tot verplichting van het dragen van een mondmasker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronaviruus-Covid-19-pandemie aangenomen door de Burgemeester op 11 mei 2020 en gewijzigd op 14 mei, 28 en 31 juli 2020 ,
Gelet op het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 augustus 2020 houdende de verplichting van het te allen tijde dragen van een mondmasker op het openbaar domein en elke private maar publiek toegankelijke plaats over het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd op 28 september 2020 ,
Overwegende dat deze beslissing werd genomen naar aanleiding van de overschrijding van de "alarmdrempel" voor besmettingen die door de federale gezondheidsautoriteiten werd vastgesteld ,
Overwegende dat de Nationale Veiligheidsraad, die op 23 september 2020 is bijeengekomen, aanvullende maatregelen heeft aangenomen om de strategie ter bestrijding van het Coronaviruus te verstevigen en een langere-termijnvisie voor het beheer van gezondheidsrisico's te ontwikkelen ;
Overwegende dat artikel 21 bis van het ministerieel besluit van 30 juni 2020, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 25 september 2020, bepaalt dat :
“Eenieder is vanaf de leeftijd van 12 jaar verplicht om de mond en de neus te bedekken met een mondmasker of elk ander alternatief in stof op de volgende plaatsen .

- 1 de winkels en winkelcentra ;
- 2 de bioscopen ;
- 3 de theater-, concert- en conferentiezalen ;
4. de auditoria ;
- 5 de gebedshuizen ;
- 6 de musea ,
- 7 de bibliotheken ,
- 8 de casino's en speelautomatenhallen ,
9. de handelsbeurzen, met inbegrip van de salons ;
- 10 de winkelstraten, de markten, met inbegrip van de brocante- en rommelmarkten,

de keimissen, en elke private of publieke diukbezochte plaats, bepaald door de bevoegde lokale overheid en afgebakend met een aanplakkking die de tijdstippen preciseert waarop de verplichting van toepassing is ;
11 de horecazaken, behalve als de klanten aan tafel zitten” ,

Gelet op de vergadering van de provinciale Crisiscel uitgebied met de burgemeesters en de diensten van het Verenigd College, die op 26 september 2020 plaatsvond met het oog op de goedkeuring op het grondgebied van de 19 gemeenten van maatregelen die complementair zijn aan die van het ministerieel besluit van 25 september 2020 als gevolg van de toename van het aantal besmettingen en ziekenhuisopnames in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ,

Overwegende dat het dus aangewezen is om op gemeentelijk niveau en rekening houdend met de plaatselijke bijzonderheden, de openbare en particuliere plaatsen te specificeren waar het dragen van mondkapjes verplicht is gezien het feit dat het diukbezochte plaatsen zijn ;

Dat het in dat kader redelijk en verstandig is om ervan uit te gaan dat het verplicht dragen van maskers op de gespecificeerde plaatsen, waar duidelijk een grote risico bestaat om in een positie te worden geplaatst waarin het moeilijk is om een afstand van ten minste 1,5 meter tussen elke persoon te behouden ;

Dat het zwaar gebruik van deze plaatsen moet redelijkerwijze worden geanticipeerd ,

Overwegende dat personen in het algemeen strikt onderworpen blijven aan de naleving van sociale afstandsmaatregelen, met name het behoud van een afstand van ten minste 1,5 meter tussen elke persoon ,

Overwegende dat in geval van ernstige, onvoorziene gebeurtenissen die een dringende reactie vereisen, de burgemeester het recht heeft de gemeenteraad te verwangen om de regelgevende bevoegdheid van de gemeentepolitie uit te oefenen ,

Dat het, gezien de dringendheid en de noodzaak om deze verordening uit te voeren en de bevolking adequaat te informeren, niet mogelijk is om de gemeenteraad tijdig bijeen te roepen,

Gelet op de afweging van de belangen ,

Gelet op de bovenstaande motieven ,

Gelet op de hoogdringendheid ,

Gelet op de verordening tot verplichting van het dragen van een mondkapje op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie, zoals goedgekeurd door de Burgemeester op 30 september 2020 ;

Overwegende dat het Politiecollege van de politiezone Montgomery op 16 oktober 2020 beslist heeft om de uren waarop het mondkapje verplicht gedragen moet worden op het hele grondgebied van de politiezone te harmoniseren, namelijk op de gemeenten Etterbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe ,

Overwegende dat het in het algemeen belang is dat maatregelen ter handhaving van de openbare orde en ter optimalisering van de doeltreffendheid van de maatregelen van de overheden op het gehele grondgebied van de politiezone Montgomery op samenhangende wijze worden genomen ;

Overwegende dat het dragen van het mondkapje in de plaatsen bedoeld in artikel 3 van de door de Burgemeester goedgekeurde politieverordening van 30 september 2020 verplicht moet worden gesteld van maandag tot en met zondag, van 7u00 tot 19u00, voor alle personen van 12 jaar en ouder ,

Overwegende dat de politieverordening tot verplichting van het dragen van een mondkapje op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie, zoals goedgekeurd door de Burgemeester op 30 september 2020, dient gewijzigd te worden om de uren waar deze

verplichting op gericht is te integreren ,

Gelet op de Politievereordening tot verplichting van het dragen van een mondkoker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirust-Covid-19-pandemie, zoals goedgekeurd door de Burgemeester op 16 oktober 2020 ,

BESLUIT de politievereordeningen van de Burgemeester van 30 september en 16 oktober tot verplichting van het dragen van een mondkoker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirust-Covid-19-pandemie, te bevestigen

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers . 33 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

27 10.2020/A/0004 **CC - Coronavirus-Covid-19 - Point sur la situation - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Considérant la crise sanitaire actuelle liée à la pandémie de Coronavirus-Covid-19 ;

Vu les différents Conseils Nationaux et Régionaux de Sécurité ;

PREND ACTE de l'exposé oral de M Benoit CEREXHE, Bourgmestre, relatif au point sur la situation concernant la crise sanitaire actuelle liée à la pandémie de Coronavirus-Covid-19.

Le Conseil prend acte

GR - Coronavirus-Covid-19 - Stand van zaken - Akteneming

DE RAAD,

Overwegende de huidige gezondheidscrisis in verband met de Coronavirust-Covid-19-pandemie ;

Gelet op de verschillende nationale en gewestelijke veiligheidsraden ,

NEEMT AKTE van de mondelinge presentatie van Dhr. Benoit CEREXHE, Burgemeester, over de stand van zaken met betrekking tot de huidige gezondheids crisis in verband met de Coronavirus-Covid-19-pandemie.

De Raad neemt akte.

27 10 2020/A/0005 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 06 2018, paru au Moniteur belge le 25 06 2018 ,

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T V A estimé est inférieur à 144 000,00 EUR ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144 000,00 EUR ,

DECIDE de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserve Extraordinaire, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres autorités subsidiaires.

Le Conseil prend connaissance et approuve à l'unanimité le projet de délibération
33 votants : 33 votes positifs.

GR - Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2020

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 06 2018, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 25.06.2018 ,

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de taming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 144.000,00 EUR ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de taming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 144 000,00 EUR ,

BESLUIT de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere subsidierende overheden.

De Raad neemt kennis en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
33 stemmers · 33 positieve stemmen.

Cellule technique et administrative Voirie - Technische en administratieve cel Wegennet

27 10 2020/A/0006 **CC - Propreté publique - Programme annuel d'utilisation par la commune du subside régional - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 19.07.1990 portant création de l'Agence Régionale pour la Propreté, notamment l'article 4, telle que modifiée par l'ordonnance du 26 07 2013 ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 135 ,

Vu la convention-cadre établie par l'Agence Régionale pour la Propreté et approuvée le 09 07 2015 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la mise en œuvre de la 6ème réforme de l'Etat - Volet "Propreté publique", convention-cadre relative au balayage et au nettoyage par l'Agence Régionale pour la Propreté de la voirie régionale, à la prise en charge par l'Agence Régionale pour la Propreté, aux frais des pouvoirs publics concernés, du nettoyage de la voie publique et de ses abords et relative à la subvention régionale en matière de propreté publique ;

Considérant la volonté des parties de poursuivre, par ailleurs, le renforcement de la collaboration entre les services régionaux et communaux de la propreté publique ,

Considérant les nécessités et besoins en matière de matériel et de personnel établis en collaboration avec tous les acteurs concernés

DECIDE d'adopter le programme annuel d'utilisation par la commune du subside régional, rapport justificatif tel qu'annexé à la présente délibération

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants · 33 votes positifs

GR - Openbare Netheid - Jaarprogramma van besteding van de gewestsubsidie door de gemeente - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de ordonnance de 19 07 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, met name artikel 4, zoals gewijzigd door de ordonnance de 26 07 2013 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 135 ;

Gelet op de raamovereenkomst die door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid werd opgesteld en op 09.07.2015 werd goedgekeurd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de uitvoering van de 6de staatshervorming - onderdeel 'Openbare Netheid', raamovereenkomst betreffende de vegen en reiniging door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid van de gewestwegen, de tenlasteneming door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, op kosten van de betrokken overheden, van de reiniging van de openbare wegen en omgeving en betreffende de gewestelijke subsidie inzake openbare netheid ,

Overwegende de bereidheid van de partijen om anderzijds de versterking van de samenwerking verder te zetten tussen de gewestelijke en gemeentelijke diensten inzake

openbare netheid ,
Overwegende de behoeften en vereisten inzake uitrusting en personeel die in samenwerking met alle betrokken actoren zijn vastgesteld
BESLUIT het jaarprogramma van besteding van de gewestsubsidie door de gemeente, zoals opgenomen in de bijlage bij deze beraadslaging, goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers · 33 positieve stemmen

Mobilité Stationnement - Mobiliteit Parkeerbeleid

27 10.2020/A/0007 **CC - Mobilité - Convention de collaboration "Modal Mobility" - Prise de connaissance du projet - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Considérant la collaboration existante entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la start-up Modal commV quant à la mise à notre disposition de leur plateforme d'analyse de la mobilité, Modal Mobility ,

Vu l'accord de collaboration ci-joint ,

Considérant que la présente collaboration ne sous-entend aucun engagement financier de la part de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

PREND CONNAISSANCE de l'accord de collaboration ;

DECIDE de prolonger la collaboration avec la start-up Modal commV quant à la mise à notre disposition de leur plateforme d'analyse de la mobilité, Modal Mobility, jusqu'à la fin du projet pilote à savoir le 31 12.2020.

Le Conseil prend connaissance et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
33 votants · 33 votes positifs

GR - Mobiliteit - Samenwerkingsovereenkomst "Modal Mobility" - Kennisneming van het project - Dienstjaar 2020

DE RAAD,

Gezien de bestaande samenwerking tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de start-up Modal commV met betrekking tot de beschikbaarheid van hun platform voor mobiliteitsanalyse, Modal Mobility ;

Gezien de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst ;

Overwegende dat deze samenwerking geen enkele financiële verbindenis van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe met zich meebrengt ;

NEEMT KENNIS van de samenwerkingsovereenkomst ,

BESLUIT de samenwerking met de start-up Modal commV met betrekking tot de levering van hun platform voor mobiliteitsanalyse, Modal Mobility, te verlengen tot het einde van het proefproject, d w z tot 31 12 2020.

De Raad neemt kennis en keert eenparig het voorstel van beraadslaging goed
33 stemmers · 33 positieve stemmen

TIC - Informatique - ICT - Informatica

27.10.2020/A/0008 **CC - Guichet électronique pour les autorités locales - S.A. VANDEN BROELE - Convention de traitement des données à caractère personnel - Règlement général sur la Protection des données personnelles (R.G.P.D.) - Conclusion et approbation**

LE CONSEIL,

Vu, dans le cadre du marché relatif à l'abonnement au guichet électronique pour les autorités locales, le contrat conclu avec la S A. VANDEN BROELE UITGEVERIJ, Stationslaan 23, 8200 Brugge, B C E 0451.355 351 ;

Considérant qu'en vertu du Règlement Général sur la Protection des Données (R.G.P.D.), entré en vigueur le 25.05.2018, le traitement de données personnelles par un sous-traitant doit être légi par un contrat avec le responsable du traitement, à savoir la commune, qui définit notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées ;

Considérant que, dans le cadre du contrat conclu avec l'adjudicataire précité, ce dernier pourrait traiter des données à caractère personnel dans le cadre de ce marché ;

Considérant qu'il convient dès lors de signer avec la S A. VANDEN BROELE UITGEVERIJ une convention de traitement des données à caractère personnel afin de se mettre en conformité avec le R.G.P.D.,

DECIDE :

- 1 de conclure avec la S A. VANDEN BROELE UITGEVERIJ, Stationslaan 23, 8200 Brugge, B.C.E. 0451 355 351, une convention de traitement des données à caractère personnel dans le cadre du marché relatif à l'abonnement au guichet électronique pour les autorités locales ;
- 2 d'approuver et de signer la convention reprise en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

33 votants · 33 votes positifs

GR - Elektronische loket voor de lokale overheden - N.V. VANDEN BROELE - Verwerkersovereenkomst van persoonsgegevens - Algemene Verordening Gegevensbescherming (A.V.G.) - Afsluiting en goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het contract met de N V UITGEVERIJ VANDEN BROELE, Stationslaan 23, 8200 Brugge, K.B.O 0451.355.351, in het kader van de opdracht betreffende het abonnement voor het elektronische loket voor de lokale overheden ,

Overwegende dat de verwerking van persoonsgegevens door een verwerker volgens het Algemeen Reglement inzake gegevensbescherming (A.V.G.), dat op 25.05.2018 in werking is getreden, moet worden gelegd in een contract met de verantwoordelijke voor de verwerking, d w z de gemeente, waarin met name het object en de duur van de verwerking, de aard en het doel van de verwerking, het soort persoonsgegevens en de categorieën van de betrokkenen worden vastgelegd ,

Overwegende dat deze laatste in het kader van het met de bovengenoemde opdrachtnemer

gesloten contract persoonsgegevens zou kunnen verwerken in het kader van deze opdracht , Overwegende dat het daarom passend is een overeenkomst voor de verwerking van persoonsgegevens te ondertekenen met de N V UITGEVERIJ VANDEN BROELE om te voldoen aan de A V G. ,
BESLUIT .

- 1 een overeenkomst te sluiten met de N V. UITGEVERIJ VANDEN BROELE, Stationslaan 23, 8200 Brugge, K.B.O. 0451 355 351, voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de opdracht betreffende het abonnement voor het loket voor de lokale overheden ;
- 2 de overeenkomst als bijlage goed te keuren en te ondertekenen

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
33 stemmers . 33 positieve stemmen.

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

27.10.2020/A/0009 **CC - Centre d'informatique pour la Région bruxelloise (C.I.R.B.) - Amendement aux contrats en matière de traitement de données à caractère personnel - Règlement général sur la Protection des données personnelles (R.G.P.D.) - Conclusion et approbation**

LE CONSEIL,

Vu, dans le cadre de la connexion entre la plateforme IRISBOX et le logiciel Saphir, proposée le CENTRE D'INFORMATIQUE POUR LA REGION BRUXELLOISE (C.I.R.B.), avenue des Arts 21, 1000 Bruxelles, B.C.E 0240.678.477 ;

Considérant qu'en vertu du Règlement Général sur la Protection des Données (R.G.P.D), entré en vigueur le 25.05 2018, le traitement de données personnelles par un sous-traitant doit être régi par un contrat avec le responsable du traitement, à savoir la commune, qui définit notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées ,

Considérant que, dans le cadre des contracts conclus avec le C I R.B., ce dernier pourrait traiter des données à caractère personnel dans le cadre de cette connexion ;

Considérant qu'il convient dès lors de signer avec le CENTRE D'INFORMATIQUE POUR LA REGION BRUXELLOISE un amendement au contrat en matière de traitement de données à caractère personnel afin de se mettre en conformité avec le R G P D.,

DECIDE .

- 1 de conclure avec le CENTRE D'INFORMATIQUE POUR LA REGION BRUXELLOISE, avenue des Arts 21, 1000 Bruxelles, B.C.E. 0240 678 477, un amendement au contrat en matière de traitement de données à caractère personnel dans le cadre de la connexion entre la plateforme IRISBOX et le logiciel Saphir ;
- 2 d'approuver et de signer l'amendement au contrat repris en annexe

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
33 votants . 33 votes positifs

**GR - Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest (C.I.B.G.) - Wijziging van de overeenkomsten met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens -
Algemene Verordening Gegevensbescherming (A.V.G.) - Afsluiting en goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet, in het kader van de verbinding tussen de platform IRISBOX en de software Saphir voorgesteld door het CENTRUM VOOR INFORMATICA VOOR HET BRUSSELS GEWEST (CIBG), Kunstlaan 21, 1000 Brussel, K.B.O. 0240.678 477 ,

Overwegende dat, overeenkomstig de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG), in voge getreden op 25/05/2018, de behandeling van persoonsgegevens door een verwerker moet geregeld worden door een overeenkomst met een verwerkingsverantwoordelijke, namelijk de gemeente, die onder andere het voorwerp en de duur van de verwerking, de aard en het doel van de verwerking, het type van persoonsgegevens en de categorieën van betrokken personen bepaalt ,

Overwegende dat, in het kader van de overeenkomsten afgesloten met het CIBG., deze laatste de persoonsgegevens dient te verwerken in de context van deze verbinding ;

Overwegende dat er dan ook een wijziging van de overeenkomst dient getekend te worden met het CENTRUM VOOR INFORMATICA VOOR HET BRUSSELS GEWEST voor de verwerking van de persoonsgegevens teneinde aan de AVG te voldoen ,

BESLUIT .

1. met het CENTRUM VOOR INFORMATICA VOOR HET BRUSSELS GEWEST, Kunstlaan 21, 1000 Brussel, K.B.O. 0240 678 477, een wijziging van overeenkomst af te sluiten inzake de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de opdrachten betreffende de verbinding tussen de platform IRISBOX en de software Saphir ;
2. de bijgevoegde wijziging van overeenkomst goed te keuren en te tekenen

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslagting goed.

33 stemmers 33 positieve stemmen

Service juridique - Juridische dienst

27/10/2020/A/0010 **CC - Propriétés communales - Centre sportif Wolu Sports Park - Exploitation de l'école de danse - A.S.B.L. DKDANSE - Remise partielle sur le paiement de la redevance mensuelle - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117, 232 et 233 ,

Vu la délibération du Conseil communal du 06.09.2018 décident d'attribuer la concession d'exploitation de l'école de danse du Wolu Sports Park à l'ASBL DKDANSE, dont le siège social est sis rue Vandenhoven 62, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0831.296 829, pour une durée d'un an à partir du 01.09.2018 jusqu'au 31.08.2019, renouvelable deux fois moyennant demande écrite adressée par courrier recommandé à la commune au moins 3 mois avant l'échéance ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19.06.2019 décident de renouveler pour une durée d'un an, soit du 01.09.2019 au 31.08.2020, ladite concession

d'exploitation aux mêmes conditions que précédemment ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17 09 2020 décident de renouveler pour une durée d'un an, soit du 01 09 2020 au 31 08 2021, ladite concession d'exploitation aux mêmes conditions que précédemment ,

Considérant que suite à des avis de tempête, le Wolu Sports Park a dû fermer à de multiples reprises fin 2019 et début 2020 ,

Considérant qu'en vue de maintenir ses activités les jours de fermeture, l'A S B.L DKDANSE a dû louer d'autres salles en date de 16 12 2019, 24 02 2020, 02 03 2020 et 09 03.2020 pour un montant totale de 296,30 EUR ;

Considérant que conformément à l'article 233 de la nouvelle loi communale, « le Conseil communal accorde, s'il y a lieu, aux locataires ou fermiers de la commune les remises qu'ils demandent soit qu'ils aient le droit de les réclamer aux termes de la loi en vertu de leur contrat, soit qu'ils les sollicitent pour motif d'équité » ;

Considérant que dans la mesure où l'A.S.B.L DKDANSE a supporté des coûts supplémentaires dans le cadre de location de salles en vue de maintenir ses activités les jours de fermeture du Wolu Sports Park pour cause de tempête ,

Considérant que, pour ces motifs, il est équitable d'accorder une remise partielle de 296,30 EUR sur le montant de la redevance dû pour le mois de novembre 2020 par l'A S.B.L DKDANSE dans le cadre de la concession d'exploitation de l'école de danse du Wolu Sports Park ,

DECIDE .

- 1 d'accorder à l'A.S B L DKDANSE, dont le siège social est sis rue Vandenhoven 62, 1150 Bruxelles, B.C.E 0831 296.829, une remise partielle de 296,30 EUR sur le paiement de la redevance mensuelle relative au mois de novembre 2020 dû dans le cadre de la concession d'exploitation de l'école de danse du Wolu Sports Park ,
- 2 de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

33 votants . 33 votes positifs.

GR - Gemeentelijke eigendommen - Sportcentrum Wolu Sports Park - Uitbating van de dansschool - V.Z.W. DKDANSE - Gedeeltelijke korting op de betaling van de maandelijkse retributie - Dienstjaar 2020

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117, 232, en 233 ,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 06 09 2018 die beslist om de concessie tot uitbating van de dansschool van het Wolu Sports Park toe te kennen aan de V Z.W. DKDANSE, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Vandenhovenstraat 62 te 1150 Brussel, K B O. 0831 296.829, voor een periode van één jaar van 01 09.2018 tot 31 08 2019, twee keer te verlengen via een schriftelijk verzoek dat ten minste drie maanden voor de vervaldatum per aangetekende brief aan de gemeente wordt gezonden ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Buitengemeester en Schepenen van 19.06.2019 die beslist om de bovenvermelde concessie tot uitbating te verlengen voor een periode van één jaar, namelijk van 01 09.2019 tot 31 08.2020, en dit onder dezelfde voorwaarden als voorheen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Buitengemeester en Schepenen van 17.09.2020 die beslist om de bovenvermelde concessie tot uitbating te verlengen voor een periode van

één jaar, namelijk van 01.09.2020 tot 31.08.2021, en dit onder dezelfde voorwaarden als voorheen ,
Overwegende dat het Wolu Sports Park na de stormwaarschuwingen eind 2019 en begin 2020 heelhedenlijk heeft moeten sluiten ,
Overwegende dat de V.Z.W. DKDANSE, om haar activiteiten op de dagen dat ze gesloten was te kunnen voortzetten, op 16/12/2019, 24/02/2020, 02/03/2020 en 09/03/2020 andere zalen moest huren voor een totaalbedrag van 296,30 EUR ,
Overwegende dat, overeenkomstig artikel 233 van de nieuwe gemeentewet, "De gemeenteraad verleent, in voorafgaand geval, aan de huurders of pachters van de gemeente de door deze aangevraagde kwijtscheldingen waarop zij aanspraak kunnen maken ingevolge de wet of krachtens hun contract dan wel op gronden van billijkheid" ,
Overwegende dat de V.Z.W. DKDANSE in het kader van de huur van zalen extra kosten heeft gemaakt om haar activiteiten op de dagen dat het Wolu Sportpark wegens een storm gesloten was, in stand te houden ,
Overwegende dat, om deze redenen, het billijk is om een gedeeltelijke korting van 296,30 EUR toe te kennen op het bedrag van de retributie dat de V.Z.W. DKDANSE voor de maand november 2020 verschuldigd is in het kader van de concessie tot uitbating van de dansschool van het Wolu Sports Park ;
BESLUIT .

- 1 de V.Z.W. DKDANSE, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is
Vandenovenstraat 62, 1150 Brussel, KBO 0831 296 829, een gedeeltelijke korting toe te kennen van 296,30 EUR op de betaling van de maandelijkse retributie die verschuldigd is voor de maand november 2020 in het kader van de concessie tot uitbating van de dansschool in het Wolu Sports Park ;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing

De Raad keurt eenzaam het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers · 33 positieve stemmen

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

27.10.2020/A/0011 **CC - Crèches communales - Crèche francophone "Les Colibris" - Remplacement de la porte d'entrée - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 10.09.2020 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ,

Vu la loi du 17/06/2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ,

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 09 2020 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, dans le cadre du marché n° 2020.140/A//2020.E117 01/BAT DVO-BH de l'exercice 2020 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement de la porte d'entrée de la Crèche francophone "Les Colibris" au cours de l'année 2020, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 09 2020 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2020.140/A//2020 E117 01/BAT DVO-BH de l'exercice 2020 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement de la porte d'entrée de la Crèche francophone "Les Colibris" au cours de l'année 2020, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17 06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 10.09.2020 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir un crédit de 2.700,00 EUR à l'article 8440/724-60//081 (travail 117) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;
- 2 de procéder d'une part à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 2.700,00 EUR à l'article 8440/724-60//081 (travail 117) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et, d'autre part, l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 2 700,00 EUR à l'article 8440/995-51//030 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et de prévoir, lors de la plus prochaine modification budgétaire de l'exercice 2020, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ,
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants 33 votes positifs.

GR - Gemeentelijke kinderdagverblijven - Franstalig kinderdagverblijf "Les Colibris" - Vervanging van de ingangsdeur - Opdracht van werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 10.09.2020 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2020

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2 ;

Gelet op de wet van 17 06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ,

Gelet op het koninklijk besluit van 18 04 2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14 01 2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 09.2020 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, in het kader van de opdracht nr 2020 140/A//2020 E117 01/BAT.DVO-BH van het dienstjaar 2020 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de ingangsdeur van het Franstalig kinderdagverblijf "Les Colibris" in de loop van het jaar 2020, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en - vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 10.09 2020 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2020 140/A//2020.E117 01/BAT.DVO-BH van het dienstjaar 2020 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de ingangsdeur van het Franstalig kinderdagverblijf "Les Colibris" in de loop van het jaar 2020, de procedure van beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17 06.2016, zoals gewijzigd ;

BESLUIT .

- 1 in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en waarin voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 10.09.2020 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk een krediet van 2.700,00 EUR op artikel 8440/724-60//081 (travail 117) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 ;
- 2 tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 2.7,00 EUR op het artikel 8440/724-60//081 (travail 117) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 2 700,00 EUR op het artikel 8440/995-51//030 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerstvolgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2020 te voorzien ;
- 3 de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F 060

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers · 33 positieve stemmen.

Logement - Huisvesting

27 10.2020/A/0012 CC - Patrimoine privé - Logement - Logements, parkings et caves au sein du

complexe immobilier "Les Venelles" - Vente - Prix, conditions et affectation du produit - Approbation

Le point est reporté.
33 votants . 33 votes positifs

GR - Privé-erfgoed - Huisvesting - Woningen, parkings en kelders in het gebouwencomplex "Les Venelles" - Verkoop - Prijzen, voorwaarden en aanwending van de opbrengsten - Goedkeuring

Het punt wordt verdaagd
33 stemmers · 33 positieve stemmen

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

27.10.2020/A/0013 **CC - A.S.B.L. CAP FAMILLE - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestrie et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A S B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestrie et Echevins du 06 02 2020 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2020 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A S.B.L. CAP FAMILLE ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestrie et Echevins du 23 01 2020 désignant la S.P.R.L. BST C/o M Olivie VERTESEN, rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2020, 2021 et 2022 ;

Vu le rapport établi en date du 29 06 2020 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31 12 2019 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A S B L à cette date ,

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A S.B.L CAP FAMILLE pour l'exercice d'activité 2019 ,

Considérant que les activités de ladite A S B L au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A S B L ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A S B L CAP FAMILLE .

1. compte d'exploitation générale 2019 :

charges .	237.008,71 EUR
produits .	273.128,55 EUR
résultat positif .	36.119,84 EUR
2 bilan 2019 :	

actif-passif .	198.060,22 EUR
----------------	----------------

Le Conseil prend acte

GR - V.Z.W. "CAP FAMILLE" - Dienstjaar 2019 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikel 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor iedere rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V Z W 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06.02.2020 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2020 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V Z.W. "CAP FAMILLE" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23.01.2020 die de B.V.B.A. BST C/o Dhr Olivier VERTESEN, Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2020, 2021 en 2022 ,

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 29.06.2020 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2019 een getrouw beeld geeft van het

patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde VZW op deze datum ,

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ,

Gelet op de door de VZW. "CAP FAMILLE" voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde VZW in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform met de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde VZW en de aanwending ervan door deze VZW evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14 11 1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de VZW "CAP FAMILLE" .

1. algemene exploitatierekening 2019 :

lasten .	237 008,71 EUR
opbrengsten	273.128,55 EUR
batig resultaat .	36 119,84 EUR

2. balans 2019 .

actief-passief :	198.060,22 EUR
------------------	----------------

De Raad neemt akte.

27 10 2020/A/0014

CC - A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14 11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ,

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1 239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestrie et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A S B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestrie et Echevins du 06.02 2020 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2020 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 01 2020 désignant la

S P R L B S T , rue Gachaïd 86/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2020, 2021 et 2022 ,

Vu le rapport établi en date du 01/07/2020 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2019 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L à cette date ,

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU pour l'exercice d'activité 2019 ,

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L ainsi que ses documents comptables de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A.S.B.L CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU .

1. compte d'exploitation générale 2019 :

charges :	81.581,44 EUR
produits :	82.545,59 EUR
résultat positif	964,15 EUR

2. bilan 2019 :

actif-passif :	52.827,25 EUR
----------------	---------------

Le Conseil prend acte

**GR - V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" -
Dienstjaar 2019 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1 239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekker worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09/06/1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groepen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06/02/2020 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2020 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en

groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordeelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de VZW "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23.01.2020 die de B.V.B.A. B.S.T., Gachardstraat 86/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2020, 2021 en 2022 ;

Gelet op het door deze bedrijfsleidster op 01.07.2020 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2019 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde VZW. op deze datum ,

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan voornoemde VZW. en de aanwending ervan door deze VZW. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hierinvolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" .

1 algemene exploitatierekening 2019 :

lasten .	81 581,44 EUR
opbrengsten :	82.545,59 EUR
batig saldo :	964,15 EUR

2. balans 2019 :

actief-passief .	52 827,25 EUR
------------------	---------------

De Raad neemt akte

27.10.2020/A/0015 CC - A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE - Exercice d'activité 2019
- Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1 239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une

présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A S B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestrie et Echevins du 06 02 2020 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2020 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A S B L et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A S B L A S B L CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestrie et Echevins du 23.01.2020 désignant la S P R.L B.S.T., rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2020, 2021 et 2022 ,

Vu le rapport établi en date du 17 07 2020 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12 2019 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A S B.L. à cette date ,

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A S B L CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE pour l'exercice d'activité 2019 ,

Considérant que les activités de ladite A S B L au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S B L ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A S B L CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE .

1. compte d'exploitation générale 2019 :

charges :	109.102,30 EUR
produits :	111.405,73 EUR
résultat positif :	2.303,43 EUR

2. bilan 2019

actif - passif :	68 840,83 EUR
------------------	---------------

Le Conseil prend acte

**GR - V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE" - Dienstjaar 2019 -
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, mee in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstreker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen

vooizien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageveistiekkeis worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06 02 2020 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2020 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V Z W A S B L CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 01 2020 die de B V.B.A. B S T , Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de vooroemde controle in de loop van de dienstjaren 2020, 2021 en 2022 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 17 07 2020 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2019 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van vooroemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de vooroemde opdracht ,

Gelet op de door de V Z W. A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van vooroemde V Z W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van vooroemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de vooroemde V Z.W. en de aanwending ervan door deze V Z W evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de V.Z.W. A S B L CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE .

1 algemene exploitatierekening 2019 :

lasten :	109.102,30 EUR
opbrengsten :	111 405,73 EUR
batig resultaat .	2.303,43 EUR

2. balans 2019

actief-passief .	68.840,83 EUR
------------------	---------------

De Raad neemt akte

27 10 2020/A/0016 CC - A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS- Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ,

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A S B L et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06.02.2020 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2020 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.01.2020 désignant la S.C.P.R.L. B.S.T. c/o M Olivier VERTESEN, rue Gachaïd 88 bte16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2020, 2021, 2022 ,

Vu le rapport établi en date du 09.06.2020 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12 2019 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L à cette date ,

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A S B L JUMELAGES ET PARTENARIATS pour l'exercice d'activité 2019 ,

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A.S.B.L. JUMELAGES ET PARTENARIATS :

1. compte d'exploitation générale 2019 .

charges :	140.319,40 EUR
produits :	166.876,64 EUR
résultat positif :	26.557,24 EUR

2. bilan 2019 :

actif-passif :	216 923,29 EUR
----------------	----------------

Le Conseil prend acte.

**GR - V.Z.W. VERBROEDERINGEN EN SAMENWERKING - Dienstjaar 2019 -
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor iedere rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1 239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24 789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06 1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06 02.2020 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2020 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waardeel met name de V Z.W VERBROEDERINGEN EN SAMENWERKING ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23.01 2020 die de C.B.V.B.A B S T c/o Dhr. Olivier VERTESEN, Gachardstraat 88 bus 16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de vooroemde controle in de loop van de dienstjaren 2020, 2021, 2022;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 09 06 2020 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2019 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van vooroemde V.Z.W. op deze datum ,

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de vooroemde opdracht ,

Gelet op de door deze V Z W voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van vooroemde V Z W VERBROEDERINGEN EN SAMENWERKING in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van vooroemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de vooroemde V Z W. en de aanwending ervan door deze V Z W evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14 11.1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de V Z W VERBROEDERINGEN EN SAMENWERKING .

1. algemene exploitatierekening 2019 .

lasten :	140.319,40 EUR
opbrengsten :	166.876,64 EUR
batig resultaat :	26.557,24 EUR
2. balans 2019 :	
actief-passief .	216.923,29 EUR

27 10 2020/A/0017 **CC - A.S.B.L. LE RELAIS - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14 11 1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ,

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24 789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06.02.2020 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2020 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A S B L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A S B L. LE RELAIS ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.01.2020 désignant la S P R L. B.S T., rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2020, 2021 et 2022 ;

Vu le rapport établi en date du 13 05 2020 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12 2019 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A S B L. à cette date ,

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ,

Vu les documents comptables introduits par l'A S B L. LE RELAIS pour l'exercice d'activité 2019 ;

Considérant que les activités de ladite A S B L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2019 par ladite A.S.B.L ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14 11 1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A S B.L. LE RELAIS :

1. compte d'exploitation générale 2019 :

charges :	3.486 593,05 EUR
produits :	3 531.244,88 EUR
résultat positif .	44 651,83 EUR

2 bilan 2019 ·	
actif-passif .	1.223 714,75 EUR

Le Conseil prend acte.

**GR - V.Z.W. "LE RELAIS" - Dienstjaar 2019 - Boukhoudkundige stukken -
Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, mee in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1 239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06.02.2020 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2020 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "LE RELAIS" ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23.01.2020 die de BVB A. B S T , Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de vooroemde controle in de loop van de dienstjaren 2020, 2021 en 2022 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 13.05.2020 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31 12 2019 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van vooroemde V.Z.W op deze datum ,

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de vooroemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W "LE RELAIS" voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van vooroemde V.Z.W in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van vooroemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2019 door vooroemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de wet van 14 11 1983 ,

NEEMT AKTE van de hierinvolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de VZW "LE RELAIS" :

1. algemene exploitatiekening 2019	
lasten .	3 486.593,05 EUR
opbrengsten .	3.531 244,88 EUR
batig resultaat :	44 651,83 EUR
2. balans 2019 :	
actief-passief .	1.223 714,75 EUR

De Raad neemt akte

27 10 2020/A/0018 **CC - A.S.B.L. VILLA FRANCOIS GAY- Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1 239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 06.02.2020 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2020 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. VILLA FRANCOIS GAY ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 23.01.2020 désignant la S.P.R.L. B S T , rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2020, 2021 et 2022 ;

Vu le rapport établi en date du 08.09.2020 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2019 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. VILLA FRANCOIS GAY pour l'exercice d'activité 2019 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,
PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A.S.B.L VILLA FRANCOIS GAY

1	compte d'exploitation générale 2019	
	charges .	66 404,62 EUR
	produits .	67.183,31 EUR
	résultat positif .	778,69 EUR
2.	bilan 2019	
	actif-passif .	64.818,13 EUR

Le Conseil prend acte

GR - V.Z.W. "VILLA FRANCOIS GAY" - Dienstjaar 2019 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Oveïwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op stukken van terugbetaling van de toelage waarbij de oveïge verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordeelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 06.02.2020 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2020 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordeelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "VILLA FRANCOIS GAY" ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 23.01.2020 die de BVB.A. B.S.T., Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2020, 2021 en 2022 ,

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 08.09.2020 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2019 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ,

Gelet op de door de V.Z.W. "VILLA FRANCOIS GAY" voor het dienstjaar 2019

ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van vooroemde V Z W in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van vooroemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de vooroemde V.Z.W en de aanwending ervan door deze V Z W evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11 1983 ;

NEEMT AKTE van de hierinvolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de V.Z W "VILLA FRANCOIS GAY" .

1 algemene exploitatiekening 2019 :

lasten ·	66.404,62 EUR
opbrengsten ·	67 183,31 EUR
batig saldo .	778,69 EUR
2 balans 2019	

actief-passief : 64.818,13 EUR

De Raad neemt akte

27.10.2020/A/0019 **CC - A.S.B.L. PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14 11 1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1 239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu les documents comptables introduits par l'A S.B.L. PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2019 ,

Considérant que les activités de ladite A S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14 11 1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A.S.B.L. PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE .

1. compte d'exploitation générale 2019 .

charges .	359.742,76 EUR
produits .	371 775,02 EUR
résultat positif .	12.032,26 EUR
2. bilan 2019 .	
actif-passif .	257.107,46 EUR

Le Conseil prend acte

**GR - V.Z.W. "PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" -
Dienstjaar 2019 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekkker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1 239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06 1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordeelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W "PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de V.Z.W. "PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" .

1. algemene exploitatierekening 2019 :

lasten :	359.742,76 EUR
opbrengsten .	371 775,02 EUR
batig resultaat :	12.032,26 EUR
2 balans 2019 .	
actief-passief .	257.107,46 EUR

27 10.2020/A/0020 **CC - A.S.B.L. VITAMOMES - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7,

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24 789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. VITAMOMES pour l'exercice d'activité 2019 ,

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A.S.B.L. VITAMOMES .

1. compte d'exploitation générale 2019 .

charges :	71 343,64 EUR
produits :	68.514,33 EUR
résultat négatif :	2 829,31 EUR

2. bilan 2018 .

actif-passif :	13.337,11 EUR
----------------	---------------

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "VITAMOMES" - Dienstjaar 2019 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor iedere rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële

toestand aan de verstrekkers te bezorgen ,
Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24 789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geciteerd op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06 1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordeelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de door de V.Z.W "VITAMOMES" voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hierinvolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019 van de V.Z.W. "VITAMOMES" .

1 algemene exploitatierekening 2019 :

lasten :	71.343,64 EUR
opbrengsten :	68.514,33 EUR
nadelig saldo .	2.829,31 EUR

2. balans 2018 :

actief-passief .	13.337,11 EUR
------------------	---------------

De Raad neemt akte

27 10 2020/A/0021 **CC - A.S.B.L. "ZONIËNZORG" - Exercice d'activité 2019 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14 11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ,

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR, la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24 789,35 EUR, seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06 1986 imposant une

présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S B L et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu les documents comptables introduits par l'A S.B.L "ZONIËNZORG" pour l'exercice d'activité 2019 ;

Considérant que les activités de ladite A S B L au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S B L ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14 11 1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2019 de l'A S B L "ZONIENZORG"

1 compte d'exploitation générale 2019

charges .	324.396,14 EUR
produits :	288.082,89 EUR
résultat négatif :	36.313,25 EUR
2. bilan 2019 :	
actif-passif .	1.564.944,37 EUR

Le Conseil prend acte

**GR - V.Z.W. ZONIËNZORG - Dienstjaar 2019 - Boekhoudkundige stukken -
Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstreker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1 239,47 EUR, de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24.789,35 EUR, ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06 1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V Z W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de door de V Z W. ZONIENZORG voor het dienstjaar 2019 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V Z W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W en de aanwending ervan door deze V Z W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de

bepalingen van de wet van 14 11 1983 ,
NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2019
van de V.Z.W. ZONIENZORG

1.	algemene exploitatierekening 2019 .	
	lasten :	324.396,14 EUR
	opbrengsten .	288 082,89 EUR
	nadelig saldo :	36.313,25 EUR
2.	balans 2019 .	
	actief-passief .	1.564.944,37 EUR

De Raad neemt akte

27.10.2020/A/0022 **CC - Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée Holy Trinity - Budget de l'exercice 2020 - Modification 1**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 12 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10 03 1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ,

Vu la loi du 04 03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ,

Vu le budget de l'exercice 2020 - modification 1 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée Holy Trinity, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 14.09.2020 ;

Considérant que le budget de l'exercice 2020 - modification 1 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée Holy Trinity est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2020 - modification 1 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée Holy Trinity, dont la balance se présente comme suit .

RECHERCHES :

- Ordinaires : 199.819,71 EUR (+38.250,00 EUR)
- Extraordinaires . 81 306,69 EUR (+0 EUR)
- Total : 281 126,40 EUR (+38 250,00 EUR)

DEPENSES :

- Ordinaires . 231 126,40 EUR (+38 363,96 EUR)
- Extraordinaires . 50.000,00 EUR (+0 EUR)
- Total : 281.126,40 EUR (+38.363,96 EUR)

SOLDE : 0,00 (-113,96 EUR)

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
33 votants · 33 votes positifs.

GR - Fabriek van de Verenigde Anglicaanse Kerk Holy Trinity - Begroting van het dienstjaar 2020 - Wijziging 1

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 12 1809 betreffende de keukfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de oordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18 07 2002 ,

Gelet op de wet van 04.03 1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10.03 1999 en door de oordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18 07 2002 ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ,

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2020 - wijziging 1 van de fabriek van de Verenigde Anglicaanse Kerk Holy Trinity, door de Keukraad vastgesteld op datum van 14 09 2020 ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2020 - wijziging 1 van de fabriek van de Verenigde Anglicaanse Kerk Holy Trinity in evenwicht voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2020 - wijziging 1 van de Verenigde Anglicaanse Keuk Holy Trinity die als volgt voorgesteld wordt :

ONTVANGSTEN :

- Gewone : 198 819,71 EUR (+38.250,00 EUR)
- Buitengewone . 81 306,69 EUR (+0 EUR)
- Totaal · 281.126,40 EUR (+ 38 250,00 EUR)

UITGAVEN :

- Gewone · 231 126,40 EUR (+ 38.363,96 EUR)
- Buitengewone . 50 000,00 EUR (+0 EUR)
- Totaal . 281 126,40 EUR (+38 363,96 EUR)

SALDO : 0,00 (-113,96 EUR)

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmeis 33 positieve stemmen

27.10.2020/A/0023 **CC - Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée Holy Trinity - Budget de l'exercice 2021**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10 03 1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 07 2002 ,

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales,

notamment les articles 255 et 256 ,

Considérant que l'administration communale d'Ixelles fait parvenir pour avis le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée Holy Trinity, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 14 09 2020 ,

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend également sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,

Considérant que le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée Holy Trinity est présenté en équilibre, sans intervention financière des communes concernées ,

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée Holy Trinity dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES</u> . ordinaires	236.051,40 EUR
extraordinaires	<u>14.000,00 EUR</u> <u>250.051,40 EUR</u>
<u>DEPENSES</u> : ordinaires	250.051,40 EUR
extraordinaires	<u>0, EUR</u> <u>250.051,40 EUR</u>
<u>SOLDE</u> :	0 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

33 votants · 33 votes positifs

GR - Fabriek van de Verenigde Anglicaanse Kerk Holy Trinity - Begroting van het dienstjaar 2021

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 12 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10 03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18 07.2002 ,

Gelet op de wet van 04 03 1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10 03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 255 en 256 ,

Overwegende dat het gemeentebestuur van Elsene de begroting van het dienstjaar 2021 van de Fabriek van de Verenigde Anglicaanse Kerk Holy Trinity, door de Kerkraad vastgesteld, op datum van 14 09.2020 voor advies overgemaakt heeft ,

Overwegende dat deze parochie zich ook over het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe uitstrekkt ,

Ovegewegende dat de begroting van het dienstjaar 2021 van de Fabriek van de Verenigde Anglicaanse Kerk Holy Trinity in evenwicht voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de betrokken gemeenten ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2021 van de Fabriek van de Verenigde Anglicaanse Kerk Holy Trinity die als volgt voorgesteld wordt .

<u>ONTVANGSTEN</u> . gewone	236.051,40 EUR
buitengewone	<u>14.000,00 EUR</u> <u>250.051,40 EUR</u>
<u>UITGAVEN</u> : gewone	250.051,40 EUR
buitengewone	<u>0 EUR</u> <u>250.051,40 EUR</u>
<u>SALDO</u> :	0 EUR

De Raad keurt eenpaarig het voorstel van beiaadslaging goed.
33 stemmeis · 33 positieve stemmen

27 10 2020/A/0024 **CC - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces - Budget de l'exercice 2021**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ,

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ,

Vu le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 31.07.2020 ;

Considérant que le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces est présenté avec un solde positif d'un montant de 482,50 EUR, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame des Grâces dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	70.000,00 EUR
	extraordinaire	<u>0,00 EUR</u> 70 000,00 EUR
<u>DEPENSES</u>	ordinaires	54.517,50 EUR
	extraordinaire	<u>15.000,00 EUR</u> <u>69.517,50 EUR</u>
<u>SOLDE</u> :	482,50 EUR	

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
33 votants : 33 votes positifs.

GR - Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade - Begroting van het dienstjaar 2021

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de eerdiensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ,

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 31.07.2020 ,

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade met een positief saldo ten bedrage van 482,50 EUR voorgesteld wordt, zondei geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw van Genade die als volgt

voorgesteld wordt .

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	70.000,00 EUR	
	buitengewone	<u>0,00 EUR</u>	70.000,00 EUR
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	54.517,50 EUR	
	buitengewone	<u>15 000,00 EUR</u>	<u>69.517,50 EUR</u>
<u>SALDO</u> :			482,50 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
33 stemmers . 33 positieve stemmen.

27 10.2020/A/0025 **CC - Fabrique de l'Eglise Sainte-Alix - Budget de l'exercice 2021**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07 2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 07 2002 ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Vu le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alix, arrêté le 30 09 2020 par le Conseil de Fabrique ,

Considérant que le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alix est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alix dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	76.816,44 EUR	
	extraordinaires	<u>0 EUR</u>	<u>76.816,44 EUR</u>
<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	42.316,41 EUR	
	extraordinaires	<u>34 500,03 EUR</u>	<u>76.816,44 EUR</u>
<u>SOLDE</u> :			0,00 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants · 33 votes positifs

GR - Kerkfabriek Sint-Aleidis - Begroting van het dienstjaar 2021

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 12 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03 1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07 2002 ,

Gelet op de wet van 04 03 1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10 03 1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07 2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Aleidis, op

30.09.2020 door de Keirkiaad vastgesteld ,

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Aleidis in evenwicht voorgesteld wordt, zondei geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ,

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Aleidis die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	76.816,44 EUR
	buitengewone	<u>0 EUR</u> <u>76.816,44 EUR</u>
<u>UITGAVEN</u>	gewone	42.316,41 EUR
	buitengewone	<u>34 500,00 EUR</u> <u>76.816,44 EUR</u>
<u>SALDO</u> :		0,00 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

33 stemmers . 33 positieve stemmen.

27.10.2020/A/0026 CC - Fabrique de l'Eglise Saint-Julien - Budget de l'exercice 2021 - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Considérant que l'administration communale d'Audergem fait parvenir pour avis le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Julien, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 16.07.2020 ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend également sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,

Considérant que le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Julien est présenté en équilibre avec une intervention financière des communes concernées d'un montant de 30.462,01 EUR à répartir entre les communes de Woluwe-Saint-Pierre, à concurrence de 4.444,41 EUR (14,59 %), et d'Audergem, à concurrence de 26.017,60 EUR (85,41 %) ,

PREND ACTE du budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Julien dont la balance se présente comme suit .

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	36.712,01 EUR
	extraordinaire	<u>6.224,55 EUR</u> <u>42.936,56 EUR</u>
<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	38.136,56 EUR
	extraordinaire	<u>4.800,00 EUR</u> <u>42.936,56 EUR</u>
<u>SOLDE</u> :		0,00 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - Kerkfabriek Sint-Juliaan - Begroting van het dienstjaar 2021 - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 12 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10 03 1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18 07 2002 ,

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10 03 1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18 07 2002 ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Oudergem de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan voor advies overgemaakt heeft, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 16 07 2020 ,

Overwegende dat deze parochie zich ook over het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe uitstrekkt ,

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan in evenwicht voorgesteld wordt met, op de gewone dienst, een geldelijke tussenkomst van de betrokken gemeenten ten bedrage van 30.462,01 EUR te verdelen tussen de gemeenten Sint-Pieters-Woluwe, hetzij 4 444,41 EUR (14,59 %), en Oudergem, hetzij 26 017,60 EUR (85,41 %) ,

NEEMT AKTE van de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN</u> ·	gewone	36 712,01 EUR	
	buitengewone	<u>6.224,55 EUR</u>	<u>42.936,56 EUR</u>
<u>UITGAVEN</u> ·	gewone	38 136,56 EUR	
	buitengewone	<u>4.800,00 EUR</u>	<u>42.936,56 EUR</u>
<u>SALDO</u> ·			0,00 EUR

De Raad neemt akte.

27.10.2020/A/0027 CC - Fabrique de l'Eglise Saint-Paul - Budget de l'exercice 2021

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 12 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10 03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 07 2002 ,

Vu la loi du 04 03 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Vu le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 07.09 2020 ,

Considérant que le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Paul dont la balance se présente comme suit .

<u>RECETTES</u> ·	ordinaires	297.952,33 EUR	
	extraordinaires	<u>195,89 EUR</u>	298.148,22 EUR
<u>DEPENSES</u> ·	ordinaires	298.148,22 EUR	

extraordinaires	<u>0,00 EUR</u>	<u>298 148,22 EUR</u>
<u>SOLDE :</u>		0,00 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
33 votants 33 votes positifs.

GR - Kerkfabriek Sint-Paulus - Begroting van het dienstjaar 2021

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 12 1809 betreffende de keukfabrieken, gewijzigd door de wet van 10 03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04 03.1870 op het tijdelijke van de eediensten, gewijzigd door de wet van 10 03 1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Paulus, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 07.09 2020 ,

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2021 van de Keukfabriek Sint-Paulus in evenwicht voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Paulus die als volgt voorgesteld wordt .

<u>ONTVANGSTEN :</u>	gewone	<u>297 952,33 EUR</u>	
	buitengewone	<u>195,89 EUR</u>	298.148,22 EUR
<u>UITGAVEN :</u>	gewone	<u>298.148,22 EUR</u>	
	buitengewone	<u>0,00 EUR</u>	<u>298.148,22 EUR</u>
<u>SALDO :</u>			0,00 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers · 33 positieve stemmen

27 10.2020/A/0028 CC - Fabrique de l'Eglise Saint-Pierre - Budget de l'exercice 2021

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10 03 1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 07.2002 ;

Vu la loi du 04 03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10 03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 07.2002 ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Vu le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Pierre, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 30.06.2020 ,

Considérant que le budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Pierre est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Pierre, dont la balance se présente comme suit

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	9 029,19 EUR
	extraordinaire	<u>4 604,20 EUR</u> 13 633,39 EUR
<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	10.113,39 EUR
	extraordinaire	<u>3 520,00 EUR</u> <u>13 633,39 EUR</u>
<u>SOLDE</u>		0,00 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants 33 votes positifs.

GR - Kerkfabriek Sint-Pieter - Begroting van het dienstjaar 2021

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 12 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10 03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de eediensten, gewijzigd door de wet van 10 03 1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ,

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Pieter, door de Keukraad vastgesteld op datum van 30 06 2020 ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Pieter in evenwicht voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ,

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Pieter, die als volgt voorgesteld wordt

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	9.029,19 EUR
	buitengewone	<u>4.604,20 EUR</u> 13.633,39 EUR
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	10.113,39 EUR
	buitengewone	<u>3.520,00 EUR</u> <u>13.633,39 EUR</u>
<u>SALDO</u> :		0,00 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

33 stemmers · 33 positieve stemmen.

Economie et animation - Europe - Droits de l'homme - Economie en activiteiten - Europa - Menschenrechten

27.10.2020/A/0029 **CC - Droits Humains - Subsides en faveur d'organisations de défense des Droits Humains - Répartition des subsides - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Considérant qu'un crédit de 3 000,00 EUR est inscrit à l'article 1040/332-02 du service

ordinaire du budget de l'exercice 2020 sous la rubrique « Secrétariat communal - Subsides aux organismes au service des ménages » sans précision des bénéficiaires ,
Considérant qu'il apparaît nécessaire de définir les bénéficiaires afin de permettre la réalisation des actions de défense des Droits Humains programmées par les associations reprises ci-dessous, au cours de l'année 2020 ,

DECIDE de répartir comme suit un crédit de 3 000,00 EUR inscrit à l'article 1040/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2020 sous la rubrique « Secrétariat communal - Subsides aux organismes au service des ménages »

- 1.000,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. AMNESTY INTERNATIONAL - Belgique FRANCOPHONE, chaussée de Wavre 169, 1050 Bruxelles, B.C.E 0418.308.144 ,
- 500,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, chaussée d'Alsemberg 303, 1190 Bruxelles, B.C.E 0410.105.805 ;
- 1.000,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE LAIQUE JUIF, rue de l'Hôtel des Monnaies 52, 1060 Bruxelles, B.C.E 0429.748.305 ,
- 500,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L Les Fraternités Du Bon Pasteur, rue au Bois 365b, 1150 Bruxelles, B.C.E 0431.196.177.

Le Conseil approuve le projet de délibération
33 votants . 32 votes positifs, 1 abstention
Abstention Etienne Dujardin.

**GR - Mensenrechten - Subsidies ten gunste van mensenrechtenorganisaties -
Verdeling van de subsidies - Dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Overwegende dat een krediet van 3.000,00 EUR ingeschreven is op het artikel 1040/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 onder de rubriek "Gemeentesecretariaat - Toelagen aan instellingen ten dienste van gezinnen" zondei verduidelijking van de begunstigden ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de begunstigden te bepalen om de verwezenlijking mogelijk te maken van acties ter verdediging van de Mensenrechten die door de hieronder genoemde verenigingen gepland werden in de loop van het jaar 2020 ,
BESLUIT een krediet van 3.000,00 EUR ingeschreven op het artikel 1040/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 onder de rubriek "Gemeentesecretariaat - Toelagen aan instellingen ten dienste van gezinnen" als volgt te verdelen :

- 1.000,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "AMNESTY INTERNATIONAL - BELGIQUE FRANCOPHONE", Waverssteenweg 169, 1050 Brussel, K.B.O 0418.308.144 ;
- 500,00 EUR ten gunste van de V.Z.W "LIGUE DES DROITS DE L'HOMME", Alsembergsesteenweg 303, 1190 Brussel, K.B.O 0410.105.805 ;
- 1.000,00 EUR ten gunste van de V.Z.W "CENTRE COMMUNAUTAIRE LAIQUE JUIF", Munthofstraat 52, 1060 Brussel, K.B.O 0429.748.305 ,
- 500,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "Les Fraternités Du Bon Pasteur", Bosstraat 365b, 1150 Brussel, K.B.O 0431.196.177.

De Raad keurt het voorstel van beïdaadslaging goed.
33 stemmers 32 positieve stemmen, 1 onthouding
Onthouding Etienne Dujardin.

Secrétariat - Secretariaat

27 10 2020/A/0030 CC - Interpellation - "Crise sanitaire - Nouvelles mesures" (Mme Cécile VAINSEL)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Crise sanitaire-Nouvelles mesures", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ,
ENTEND .

- 1 l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée .

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,

Suite à mon interpellation en juin dernier qui avait trait au principe d'un éventuel plan de relance pour notre commune je propose aujourd'hui de refaire le point sur la situation.

La relance n'est malheureusement pas encore à l'ordre du jour : alors que nous pensions tous à la rentrée de septembre nous atteler à l'élaboration de règles relatives au monde *post-Covid*, force est de constater que la deuxième vague de contaminations nous rapproche désormais davantage du *lockdown* de mars-avril que d'une sortie de crise telle que nous aurions tous pu l'espérer à cette période-ci de l'année. Un jour donc, nous reparlerons de la relance , aujourd'hui nous devons poursuivre nos efforts en matière de gestion

Nous avons fait le point sur l'impact de la gestion de la crise sanitaire sur nos finances communales Cet impact déjà conséquent sera immanquablement aggravé par le rebond de l'épidémie et ses conséquences dramatiques pour les secteurs culturel, événementiel ainsi que celui de l'Hoëca La crise sanitaire grève également le pouvoir d'achat certains ménages au profil socio-économique moyen mais qui, privés de revenus basculent dans ce que l'on appelle les nouvelles précarités.

Je voudrais à cet égard remercier le Collège et en particulier le CPAS de Woluwe Saint-Pierre d'avoir d'ores et déjà adopté le principe d'un fonds Covid pour les ménages se situant sous le seuil de 2100€ nets de revenus et pouvant justifier d'une perte de pouvoir d'achat ou une diminution de revenus en lien la crise sanitaire **Pouvez-vous nous préciser les modalités d'octroi de façon plus précise ? De quel type de poste s'agit-il, pour quel montant, pour quelle durée, et à partir de quelle date ?**

Je propose en outre de considérer différents types de mesures dans une vision englobante qui permettrait de croiser les enjeux et de démultiplier les effets positifs des dispositifs que nous mettrions en place · en voici quelques exemples.

Lutte contre le décrochage scolaire

Avons-nous fait le bilan des conséquences de la crise sanitaire et du

confinement sur l'apprentissage de nos élèves du fondamental ? Si oui, quelles en sont les conclusions ? Etant donné la perspective d'un enseignement soumis aux aléas de la crise, pouvons-nous envisager de pourvoir à l'équipement numérique des enfants les plus défavorisés, mais également d'engager -comme le fait la commune d'Auderghem des conseillers pédagogiques spécialisées en remédiation scolaire, à raison de un conseiller par établissement ? Je ne doute pas un instant que les besoins en remédiation soient aussi importants à WSP Il n'y a à mon sens pas de meilleur investissement qui puisse être réalisé aujourd'hui En outre, nous savons que certains enseignants résidant à WSP sont actuellement disponibles pour remplir ce type de mission

Soutien aux commerçants et à l'Horeca, ainsi qu'aux secteurs culturel et événementiel

Il n'est plus à démonter que la situation de ces différents secteurs est réellement dramatique, à Woluwe Saint-Pierre comme partout ailleurs. Pouvez-vous envisager à niveau la suppression de l'ensemble des taxes qui touchent le secteur Horeca le temps de la fermeture ? Peut-on de même envisager l'annulation des loyers pour ce même secteur ? Même s'il s'agit là une mesure quasiment symbolique, pouvez-vous prendre en considération l'annulation des taxes de bureau pour le secteur culturel et événementiel sur notre territoire de la commune? Pouvons-nous enfin envisager de dispenser des formations gratuites à l'E-commerce ?

Mesure visant à créer de nouvelles recettes : Aménager la fiscalité sur les immeubles de bureau :

Notre fiscalité en ce qui concerne le précompte immobilier et les additionnels à l'IPP ne bougera pas sous cette mandature . nous l'avons bien assimilé. Mais, si le Collège estime essentiel de ne pas aggraver la dette tout en reconnaissant que certaines mesures proposées au point 1 sont nécessaires, il pourrait être envisagé de revoir le règlement taxe relatif aux immeubles de bureau En effet, les taux sont particulièrement bas à Woluwe-Saint-Pierre, comparés à d'autres communes Dans l'absolu, on pourrait préférer ne pas augmenter les impôts aujourd'hui, mais s'il faut faire des choix, il me semble que cela pourrait être une option envisageable pour les grandes entreprises bénéficiant d'un seuil de chiffre d'affaires minimal, en veillant à exclure les PME

D'autres mesures à impact positif : logement, culture, soutien aux ainés, guidance administrative

Faciliter l'accès aux logements sociaux et/ou kangourous pour les citoyens les plus fragiles ou fragilisés par la crise · en veillant à ce que les logements sociaux et les bien gérés par l'AIS soient bien entretenus et systématiquement remis en état ; en favorisant les logements kangourous ,

Soutenir l'offre culturelle à domicile et dans nos maisons de repos · nous avons à WSP d'une part de très nombreux artistes toutes disciplines confondues, et d'autre part de nombreux habitants friands de culture mais peu enclins à se déplacer et réticents à l'idée de fréquenter les lieux culturels habituels Ceci sans parler de nos seniors hébergés en maisons de repos, durement éprouvés par la crise sanitaire et eux aussi pour la plupart très sensibles à l'expression artistique.

Ne pouvons-nous pas sur cette base encourager les prestations artistiques par des artistes de la commune, au bénéfice des habitants dans un cadre intimiste et respectueux des règles covid ? Ni l'offre, ni la demande ne font défaut en la

matière.

Mettre en place un « Guichet Unique ou une Cellule d'Aide à la Transition » alors que de nombreux citoyens de notre commune sont déjà, ou vont être dans les prochains mois, fragilisés par les conséquences de la crise sanitaire (licenciements, faillites, ...), nous pourrions, à l'instar de ce que font d'autres communes, créer un guichet à la commune qui aiderait ces personnes à s'orienter dans leurs premières démarches de reconversion. Nous pourrions aussi veiller à ce que ce guichet aide à simplifier la vie administrative, en particulier pour les citoyens et commerces touchés par la crise. Nous pourrions enfin veiller à ce que ce guichet/cellule aide nos citoyens (en particulier les plus âgés) à changer d'opérateurs de téléphonie, télé ou énergie, afin de réduire leurs factures.

Plus globalement, en relisant la note de politique générale, j'ai pu constater que la Majorité s'était engagée à nous fournir un bilan relatif à l'état d'avancement de la note au terme de 2 ans de mandature Il me semble que nous pourrions profiter de cet engagement pour revenir ensemble, avec la participation des habitants, nos nouvelles priorités à l'aune du monde d'après que nous voulons voir émerger et du nouveau contexte budgétaire qui est le nôtre

Parmi celles-ci devraient figurer à mon sens la participation citoyenne, une gestion efficiente des bâtiments publics, la lutte contre toutes les discriminations et les violences familiales, la transition écologique et sociale, la santé de tous et en particulier le bien-être de nos seniors.

Monsieur le bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, parmi ces propositions quelles sont celles qui retiennent votre attention et que nous pourrions mettre en œuvre à WSP ?

- 2 la réponse lui est donnée par M. Benoît CEREXHE, bourgmestre ,
- 3 de même que les interventions de Mme Françoise de CALLATAY, de M. Raphael van BREUGEL, de M. Dominique HARMEL, de M. Antoine BERTRAND, et de M. Helmut DE VOS, échevins

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

Dominique Harmel quitte la séance / verlaat de zitting.

Willem Draps quitte la séance / verlaat de zitting

27.10.2020/A/0031 **CC - Interpellation - "Avenue de Tervueren" (M. Etienne DUJARDIN et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Avenue de Tervueren""", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN et de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseillers communaux ;

ENTEND .

- 1 l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN et de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseillers communaux, dont résumé ci-après établi par Mme Anne-Charlotte d'URSEL

"Monsieur Celexhe, la majorité se voulait rassurante au dernier conseil communal en disant avoir eu un bon échange avec la ministre Groen sur le sujet, que votre plan alternatif avait de grandes chances de passer et qu'il était hors de question de

supprimei 100 places de parkings vu que piste cyclable et parkings étaient combinables. Nous ne pouvions que vous félicitez de cette prise de position et des efforts pris pour défendre les commerçants et les riverains "ceux qui vivent là tous les jours" comme vous le rappeliez très bien ;

Interrogée au Parlement bruxellois quelques semaines plus tard, Elke Van Den Brandt balaye complètement le projet de la commune défendue pourtant aussi par les écolos Selon elle, le collège de WSP avait rendu un avis favorable à son propre projet de piste cyclable bidirectionnelle en mai 2019 soit plus d'un an avant la concertation citoyenne du 31 août. A quoi a donc servi cette concertation ? Ne me dites pas que c'était parce que c'était un accord sous condition car la ministre signale que la commune a marqué son accord en 2019 à un projet qui supprimait le parking...Heureusement que les riverains et nous le MR avons pu faire rendre raison à la majorité communale qui a subitement changé son fusil d'épaules en 2020 sans même avouer à personne qu'elle avait déjà marqué son accord à un projet totalement défavorable aux citoyens et riverains en 2019 mettant aujourd'hui malheureusement en position de faiblesse ;

Pouvez-vous nous faire connaître dès à présent la réaction du collège au plan de la ministre et nous faire savoir comment la commune va défendre les riverains et les commerçants. Celle-ci doit porter si nécessaire le dossier en justice. La concertation citoyenne et les autorités locales ne peuvent être piétinées telle que le fait la ministre Groen Il y a un minimum de respect à avoir surtout que dans ce dossier où des solutions raisonnables existent." ;

- 2 la réponse qui leur est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

27.10.2020/A/0032 CC - Interpellation - "Piste cyclable de l'avenue de Tervueren" (Mme Cécile VAINSEL)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Piste cyclable av de Tervueren", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ; ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée et abordée dans le cadre de l'interpellation précédente relative au même sujet .

Monsieur le Bourgmestre,

Le mois passé, lors du précédent conseil communal, nous avons été les témoins d'une interpellation citoyenne concernant le projet de la Ministre Van den Brandt d'une extension de la piste cyclable sur l'Avenue de Tervueren entre Mérode et le square Léopold II. Les débats ont été de qualité dans l'ensemble et m'avaient donné, à l'issue du conseil communal, la conviction de pouvoir me rallier aux positions défendues par le Collège .

Sur le fond (sous l'angle de la mobilité), quant à la volonté de promouvoir la transition écologique, le soutien à la mobilité douce mais dans le respect et la prise en considération des autres modes de déplacement, en ce compris les automobilistes

Sur la forme (sous l'angle de la participation citoyenne), quant à la volonté de garantir le processus de concertation à l'égard des riverains, en allant même

jusqu'à coconstruire avec eux une proposition alternative plus respectueuse de l'ensemble des contraintes soulevées par les riverains

Nous avons dû malheureusement assez vite déchanter, puisqu'entretemps nous avons appris le 29 septembre en Commission Mobilité que la **Ministre Den Brandt avait rejeté la proposition déposée par la commune de WSP**, au motif - je cite- que : « *Nous avons pris le temps d'étudier les propositions de la commune, mais celles-ci nous semblent insuffisantes C'est la raison pour laquelle nous allons avancer dans la mise en œuvre Nous avons travaillé sur la base d'un avis positif du collège de 2019, nous avons rencontré les riverains et répondu à leurs questions Si nous n'aménageons pas cette piste maintenant, nous ne pourrons pas le faire en hiver, car la peinture ne tiendra pas. Même si la solution est imparfaite, même si nous procédons à des adaptations par la suite, je veux avancer sur ce tronçon de l'avenue de Tervueren, qui est attendu depuis longtemps. Nous avons beaucoup travaillé avec Etterbeek et j'espère que Woluwe-Saint-Pierre comprend que nous ne pouvons pas attendre deux ans pour réaliser ce nœud important qui est manquant "* »

Nous apprenons donc de source tout à fait officielle (ceci est corroboré par l'Echevin de la Mobilité) que pour ce qui concerne WSP, le Collège avait en réalité déjà fourni son accord de principe à la prolongation de la piste cyclable bidirectionnelle (impliquant la suppression des places de parking) dans le cadre d'une décision prise le 2 mai 2019. Pour la beauté du geste, le Collège prévoyait toutefois d'organiser une concertation a posteriori avec les riverains, concernant les solutions à mettre en œuvre pour préserver le dynamisme du quartier. En échange de cette piste cyclable bidirectionnelle, le Collège demandait à la Ministre la garantie d'un réaménagement global de l'Avenue de Tervueren.

La suite, nous la connaissons tous : la proposition alternative élaborée par le Comité de quartier est transmise à titre de contre-proposition « officielle » de la commune de WSP (même si les riverains, qui s'étonnaient déjà de ne pas voir le Collège de WSP représenté en réunion au mois d'août dernier, se sont plus étonnés encore en découvrant que la proposition finale déposée par la commune ne leur avait pas été soumise, même à titre informatif).

Et sans surprise, la proposition en question est rejetée par une Ministre irritée par de tels va-et-vient et qui a visiblement décidé d'avancer sans nous.

Je tiens à formuler ici deux remarques :

Donner ainsi l'accord de la commune le 2 mai 2019 sans la moindre consultation des citoyens est inacceptable et tout-à-fait contraire aux intentions déclarées par le Collège dans sa note de politique générale quant à la participation citoyenne ,

Par la suite, omettre de mentionner l'existence de cet accord de principe aux riverains en ne participant pas le 15 octobre 2019 à une rencontre organisée par ces mêmes riverains au cabinet de la ministre (rencontre à laquelle étaient pourtant conviées les communes d'Etterbeek et de Woluwe-Saint-Pierre) et prétendre n'avoir pas eu connaissance des plans de la Ministre, porte gravement préjudice à l'image de notre commune en tant que pouvoir public.

Cette procédure est donc un fiasco en matière de participation et de dialogue avec les habitants. En oubliant de consulter le citoyen en temps et en heure, nous voilà obligés de rétropédaler, en ayant perdu toute légitimité de le faire aux yeux de la Région et en ayant durablement perdu la confiance des riverains complètement abasourdis par de telles pratiques.

Moi qui pratique très largement l'opposition constructive, je vous avoue être gênée par cet épisode qui n'est à mon sens **pas digne de ce que l'on appelle « la nouvelle gouvernance »**

Ne sommes-nous pas capables de faire mieux que ces pratiques d'un autre temps ? N'est-il pas grand temps de passer à autre chose (et je m'adresse ici aux échevins de la nouvelle génération), s'agissant de restaurer la confiance du citoyen dans la démocratie locale ?

Que je ne sois pas la seule à le penser est attesté par le fait qu'en l'espace de moins de deux semaines, la pétition du Comité Tervueren-Montgomery vient de récolter plus de 1250 signatures (1050 personnes l'ont signées par internet , 200 personnes ont signé la version papier). **Il ne fait de doute pour personne que la colère des citoyens n'est pas seulement due aux plans de la Ministre mais aussi et surtout à la façon dont le Collège a pris attitude dans ce dossier et a trahi leurs attentes légitimes en termes de dialogue, de confiance et de respect mutuel.**

Sur base de ce constat j'ai donc deux grands types de questions à vous poser .

D'abord, sur ce qui s'est passé . *Pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous avez ainsi négligé vos propres engagements, énoncés dans la note de politique générale, de respecter un processus sérieux de participation citoyenne ? Quelles garanties pouvez-vous nous donner que vous allez respecter ces engagements dans le futur ?*

Ensuite sur les mesures spécifiques que vous proposez pour « rattraper la sauce » et assurer une issue honorable pour toutes les parties dans ce dossier. A cet égard, j'ai plusieurs questions spécifiques à vous poser

Quant au plan de projet alternatif proposé par la Commune, il semble également - selon les riverains - que celui-ci contiendrait, comme ceux de la Région, des erreurs de relevé des distances réelles (écart jusqu'à 38 cm entre les plans et la réalité), qui sous-estiment la largeur de la latérale sud. Inutile de souligner que dans le climat de méfiance actuel, ce type d'erreur accroît la défiance des riverains *Les services de la Commune ont-ils donc bien vérifié que les mesures reprises dans le plan de projet alternatif sont correctes ?*

Les débats de la commission mobilité du 29 septembre 2020 sont préoccupants – j'ai déjà cité la Ministre Van den Brandt il s'agit donc d'avancer vite et de prendre les mesures nécessaires pour éviter que la ministre Van den Brandt ne prenne des mesures qui nous mettent devant le fait accompli Etes-vous d'accord avec l'approche en 4 étapes (voir annexe 2) proposée à cet égard par le Comité Tervueren-Montgomery ? Si non, pourquoi ? Que proposez-vous de faire pratiquement et dans quel délai ?

Comment réagira la commune si la ministre tente de « passer en force » ? De quel arsenal juridique dispose-t-elle ? Les membres du Collège ont soutenu le 22 septembre 2020 le projet alternatif de la commune dont la ministre Van den Brandt a annoncé le 29 septembre qu'elle le rejettait. Disposez-vous du soutien des membres du collège mais aussi du conseil pour ester si nécessaire en justice ?

En termes d'approche stratégique, les riverains soupçonnent la Ministre Van den Brandt d'instrumentaliser les communes concernées en saucissonnant les projets et ainsi obtenir d'elles des autorisations sur base d'un seul concept des bidirectionnelles en site propre réduisant de 50% l'accès au quartier A défaut de réelle concertation constructive possible avec la Ministre Van den Brandt,

pourquoi n'y a-t-il pas de coordination forte avec les communes d'Etterbeek et de Woluwe-Saint-Lambert pour adopter une position commune vis-à-vis des projets régionaux pour l'Avenue de Tervueren et le rond-point Montgomery ?

Vous avez évoqué le 31 août 2020, lors de la concertation de WSP, d'autres dossiers importants tels que la rénovation de la station de métro Montgomery et le réaménagement du carrefour de l'avenue aux étangs Mellaerts (sous la promenade verte) *Pouvez-vous nous rassurer à cet égard que la Commune n'a pas donné des autorisations préalables à la Région, comme elle l'a donnée le 2 mai 2019, pour le reste de l'Avenue de Tervueren ?*

2. la réponse qui lui est donnée par M Benoît CEREXHE, bourgmestre, et M Alexandre PIRSON, échevin ,
- 3 de même que les interventions de M. Etienne DUJARDIN, Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M Jonathan de PATOUL, conseillers communaux

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

Aymeric de Lamotte quitte la séance / verlaat de zitting

27 10.2020/A/0033

CC - Interpellation - "Propositions régionales d'aménagement de pistes cyclables sur l'axe sud de l'avenue de Tervueren entre le square Léopold II et la rue des Atrébates et ce, dans la continuité des aménagements prévus à Etterbeek" (M. Laurent de SPIRLET)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Propositions régionales d'aménagement de pistes cyclables sur l'axe sud de l'avenue de Tervueren entre le square Léopold II et la rue des Atrébates et ce, dans la continuité des aménagements prévus à Etterbeek"" , inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Laurent de SPIRLET, conseiller communal ,

ENTEND .

- 1 l'interpellation de M. Laurent de SPIRLET, conseiller communal, abordée dans le cadre des interpellations précédentes relatives au même sujet :

"Concerne les propositions régionales d'aménagement de pistes cyclables sur l'axe sud de l'avenue de Tervueren entre le square Léopold II et la rue des Atrébates et ce, dans la continuité des aménagements prévus à Etterbeek" ;

Qu'en est-il du projet alternatif d'installation de pistes cyclables sur l'avenue de Tervueren tel qu'adopté par le collège communal et présenté au conseil communal en sa séance du 22 septembre 2020 ?

Celui-ci reprenait les trois pistes suivantes . à savoir

1) des latérales de l'avenue de Tervueren plus apaisée au bénéfice des riverains et des cyclistes (réduction de la vitesse à 30 km/h)

2) maintien de l'ensemble des emplacements de stationnement sur les latérales

3) l'aménagement d'une piste cyclable de chaque côté de l'avenue de Tervueren, qui garantit la sécurité des cyclistes ,

Lois de la séance de la commission mobilité du Parlement bruxellois du 28 septembre 2020, la Ministre de la mobilité a, en réponse à une question parlementaire au sujet de ces Aménagements, rejeté sans états d'âme le plan alternatif de la commune et a déclaré que la Région envisage toujours d'entamer les travaux au cours du mois d'octobre 2020 pour la mise en place des pistes

cyclables telles que conçues dans le plan de la Région (i.e., une piste bidirectionnelle sur la latérale Sud et une piste monodirectionnelle sur la latérale Nord) en concluant

« S'agissant de la concertation et de la communication, ces plans ont fait l'objet d'un avis favorable de la part du collège de la commune de Woluwe-Saint-Pierre en mai 2019. » Depuis fin 2019 ,

Lois du dernier Conseil Communal, il nous a été confirmé que la commune n'avait pas eu de contact sur ce projet et qu'il n'avait pas participé à la réunion de lancement organisée par la Ministre fin 2019 en la présence du bourgmestre d'Etterbeek et qu'aucuns accords n'avaient été donné ? ;

Qu'en est-il réellement ?,

Quelques conditions accompagnaient cet accord ?,

Qu'avez-vous convenu concernant la perte de stationnement entre le rond-point Montgomery et le square Léopold II ? » ,

Sic . « La ministre déclare qu'un accord donné par la commune en mai 2019 concernant le projet de la Région ne serait pas compatible avec le plan alternatif présenté au conseil du 22 septembre 2020, notamment en matière d'emplacements de stationnement ;

Quel est exactement le contenu et la portée juridique de cet accord ? ;

Quelle est la position de la commune à l'égard des déclarations de la ministre bruxelloise de la mobilité concernant cet accord donné en mai 2019 et qu'elle est sa position concernant son rejet de prendre en considération le projet alternatif ?, Quelles actions la commune a-t-elle déjà réalisées auprès de la Région et des communes limitrophes impactées par le projet de la ministre à tous les niveaux afin d'obtenir la mise en œuvre du plan alternatif ?,

Quelles sont les retours des autorités régionales et des communes limitrophes ? ;

Enfin, quelles sont les prochaines actions prévues par la commune vis-à-vis de la Région et des communes limitrophes dans le cadre de ce dossier ? ;

De nombreux documents et informations existent dans ce cadre . voir en autres :

<https://www.woluwe1150.be/services-communaux/mobilite/> (édition telle qu'à jour au 14 octobre 2020) ,

Le projet alternatif de piste cyclable sur l'avenue de Tervueren adopté par le Collège et présenté au Conseil en sa séance du 22 septembre 2020",

- 2 la réponse qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre, et M Alexandre PIRSON, échevin ;
3. de même que les interventions de M. Etienne DUJARDIN, Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M Jonathan de PATOUL, conseillers communaux

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

Philippe van Cranem quitte la séance / verlaat de zitting

27.10.2020/A/0034 CC - Interpellation - "Dames Blanches" (M. Etienne DUJARDIN)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Dames Blanches""", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal ;

ENTEND :

- 1 l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé .

"Monsieur Cerexhe, des échanges de courrier et des réunions sont intervenus depuis quelques mois entre la Région et la commune sur le projet controversé du terrain des Dames Blanches. Pourriez-vous nous fournir ces différents courriers et nous en faire un rapide résumé de ces courriers et réunions aujourd'hui afin que nous puissions voir l'évolution de ce dossier. Pensez-vous que la Région pourrait tenter de passer en force dans les prochains mois à ce sujet ? Vos partenaires de majorité à savoir Défi et Ecolo peuvent-ils aider à faire entendre au niveau régional qu'un projet ne peut réussir que s'il est concerté avec la commune et avec les riverains ? Vos partenaires sont-ils toujours prêts à faire entendre le principe de consultation populaire préalable à tout avancement dans ce dossier sachant que ce principe est en plus dans votre accord de majorité ? Quelles actions précises la commune compte dans ce dossier pour empêcher tout passage en force de la Région ? Votre majorité va-t-elle défendre le PPAS ou compte-t-elle le modifier ?"

- ,
- 2 la réponse qui lui est donnée par M Benoit CEREXHE, bourgmestre ,
 3. de même que l'intervention de Mme Carine KOLCHORY, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

Michel Naets quitte la séance / verlaat de zitting

27.10.2020/A/0035 CC - Interpellation - "Destruction des espaces verts" (M. Laurent de SPIRLET)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Destruction des espaces verts""", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M Laurent de SPIRLET, conseiller communal ;

ENTEND .

- 1 l'interpellation de M. Laurent de SPIRLET, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Nos espaces verts sont sacrés, nous les détruisons sans contrepartie" ,

"Il est plus facile de couper que de replanter" ;

Où en êtes vous par rapport à votre programme de campagne ? Qu'avez-vous réellement fait pour qu'au minimum un arbre abattu soit aussitôt remplacé ? » ,

Qu'en est-il des arbres qui devaient être replantés avenue Salomé depuis 2 ans et ailleurs ? ;

La commune de Woluwe-Saint-Pierre prévoit d'abattre 524 arbres rien que dans le Parc de la Woluwe dans les trois prochains mois ,

"Nos espaces verts sont sacrés, les plus agréables d'Europe et nous les détruisons, à petits feu, en toute discréction" ;

Si des mesures doivent être prises, pourquoi ne pas en parler en toute transparence et rassurer l'ensemble de nos concitoyens sur la volonté de la commune et de la région de replanter ? ,

Pouvez-vous expliquer précisément ce qui sera fait pour compenser les nombreuses coupes à réaliser dans les prochains mois ? ,

Les coupes de cet automne succèdent à deux autres phases d'abattage en 2019 et début 2020 au cours desquelles 400 arbres ont été abattus dans les zones est et nord du parc. Combien d'arbres ont-ils été replantés ? ;

Les habitants de Woluwe Saint Pierre sont inquiets de votre politique agressive en

- coupant toujours plus et en replantant toujours moins ,
La commune ne doit-il pas donner son aval aux demandes de Bruxelles Environnement ? ;
Dois je en conclure que vous avez validés ce projet sans penser devoir en informer vos concitoyens ni même le conseil communal ? ,
Est il normal qu'aucunes communications à ce sujet ne semblent avoir été faites pour expliquer et assurer l'ensemble des habitants de Woluwe ? ,
N'est il pas urgent de donner aux citoyens les raisons de ces abattages ? ,
Pouvez vous nous confirmer que Les travaux sur ce site, classé Natura 2000, devraient déjà commencer fin du mois d'octobre ?" ,
2 la réponse qui lui est donnée par Mme Caroline LHOIR, échevin

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING